

Pr Georges Ouédraogo
«L'asthme a un traitement efficace» Pages 24



33e Sommet de l'UA

La voix de l'Afrique fera-t-elle recette en Libye ? Pages 13



News du VSD

- Vers une candidature unique de l'Opposition
- Les 22 étudiants de Wuhan veulent un rapatriement
- Takuba sera basée à Niamey

Pages 13

ISSN 2424-7340

6^e Année

Aujourd'hui

Prix : 200F CFA

au Faso

Quotidien burkinabè d'information générale, d'analyse et de débat

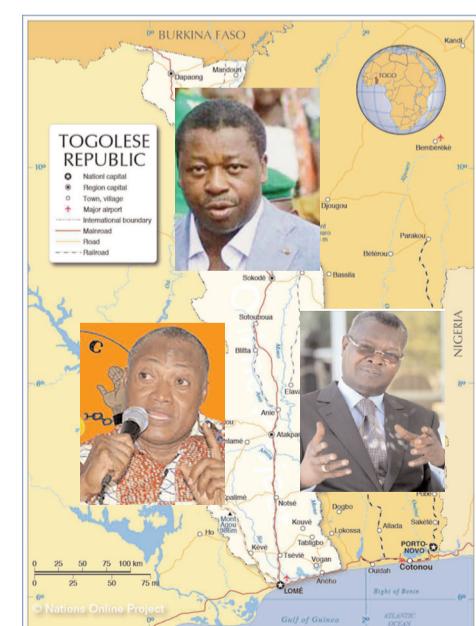
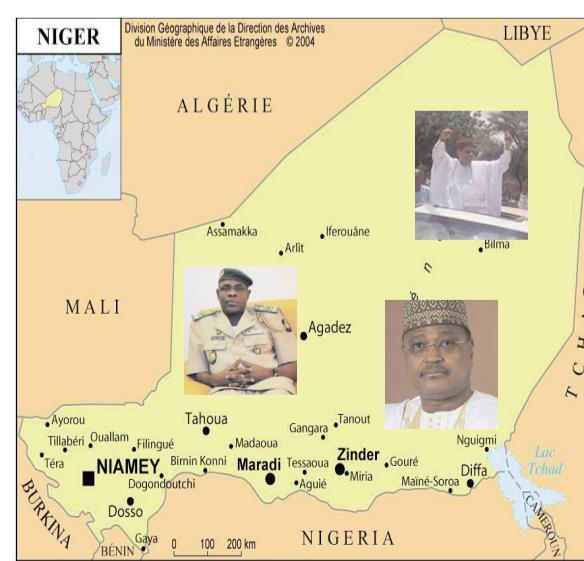
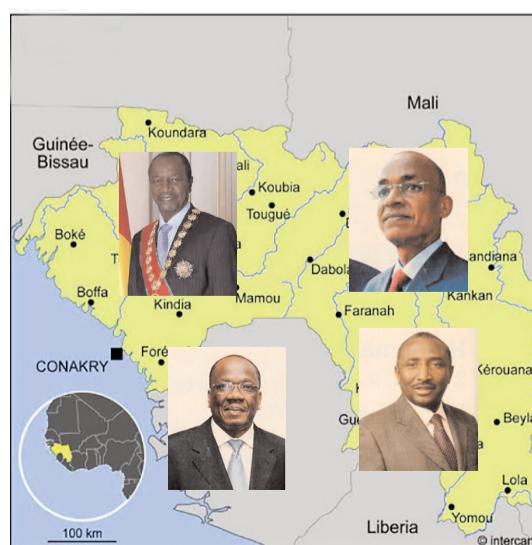
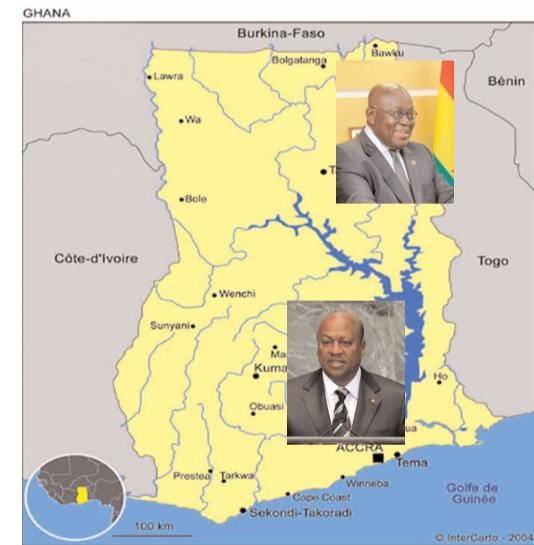
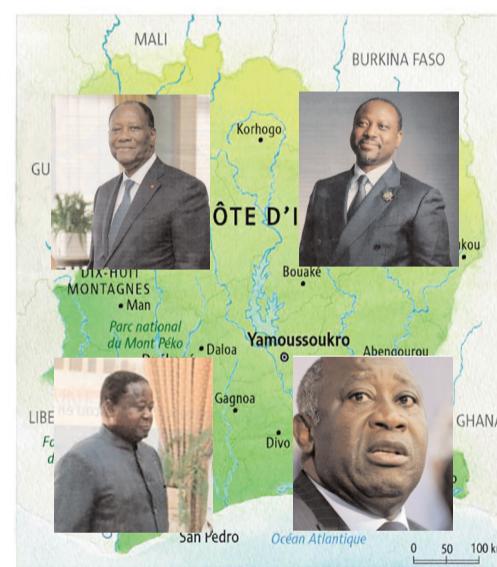
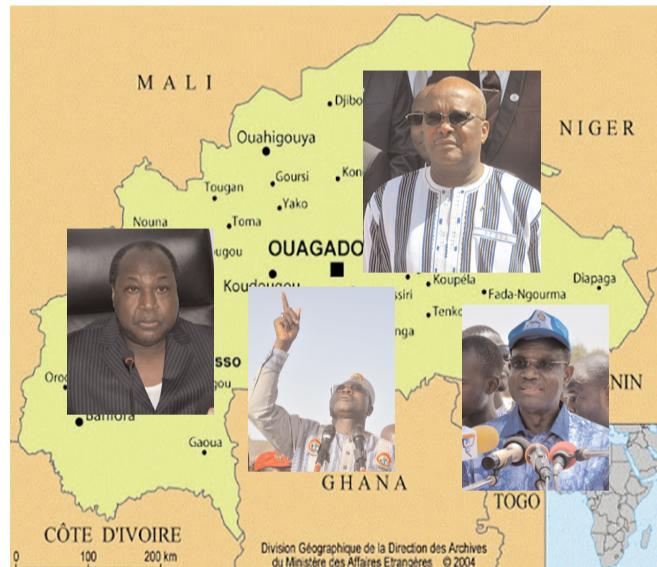
1466 du vendredi 7 au dimanche 9 février 2020 - 11 BP 529 Ouagadougou CMS 11- Tél. : 25 30 27 37/70 93 57 57/76 76 69 20/

78 80 90 74 Site web : www.ajourd8.net - Email : ajourd8@ajourd8.net, ajourd8aufaso@gmail.com

Spécial élections

Togo-Côte d'Ivoire- Guinée-Ghana-Burkina-Niger
Le Pow wow électoral

de 2020

Pages 2-23(Lire **Les Docs d'Auj'**)

Togo

Faure a-t-il à craindre un second tour ?

Réduite à la quasi inertie institutionnelle, car absente de l'Assemblée nationale et au doute par des comportements scissipares, mais ragaillardie par l'instauration d'un second tour, instauré par la nouvelle Constitution et aussi par sa mobilisation courant août-septembre 2017, l'opposition va aborder la présidentielle du 22 février (1er tour) face au chef de l'Etat-sortant en route pour un 4e mandat avec appréhension même si le discours demeure confiant.

Qui de Jean-Pierre Fabre ou de Gabriel Agbeyomé Kodjo, le 1er opposant historique, le second ex-hiéarque du pouvoir et soutenu par une partie de l'opposition pourra se positionner comme le 2nd duelliste de Faure, ou pouvoir l'emporter au 1er tour ? Esquisses de réponses à 10 jours d'une élection dont la campagne a débuté hier 6 février, qu'on espère apaisée comparée à celles de 2005 et 2010, tenues dans une atmosphère quasi insurrectionnelle surtout pour la première.

EDOÉ MENSAH-DOMKPIN
ENVOYÉ SPÉCIAL À LOMÉ

A Lomé comme dans les villes de l'intérieur, une seule question brûle toutes les lèvres: lequel des sept candidats aura la chance de remporter cette élection dès le premier tour **ou même au deuxième** ? : Faure Gnassingbé de l'UNIR, candidat pour la 4^e fois consécutive à sa propre succession ou un des six candidats de l'opposition, Gabriel Messan Agbeyomé Kodjo de l'Organisation pour bâtir dans l'union solidaire togolaise (OBUTS), Jean-Pierre Fabre de l'Alliance nationale pour le changement (ANC), Aimé Tchabouré Gogué de l'Alliance des démocrates pour le développement intégral (ADDI), Mouhamed Tchassona Traoré du Mouvement citoyen pour la démocratie et le développement (MCD), Komi Wolou du Parti socialiste pour le renouveau (PSR) ou le Dr Georges William Assiongbon Kuessan du parti Santé du peuple ? Notre envoyé spécial à Lomé, Alan Buster, revient sur la chaude période précampagne au cours de laquelle la question de l'alternance pacifique au pouvoir était devenue et demeure la préoccupation numéro 1 du peuple togolais ...

Prime au sortant: les nouvelles infrastructures routières

En selle depuis 2005, le chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé, a plusieurs fois été apostrophé aussi bien par ses homologues en exercice que par d'anciens présidents africains au sujet de l'indispensable alternance en douceur souhaitée par l'opposition démocratique. Cas par exemple du général Olusegun Obasanjo, ancien



Faure Gnassingbé visitant le chantier du nouveau marché de Bafilo en 2018

président de la République fédérale du Nigéria et du capitaine d'aviation Jerry John Rawlings, ancien leader de la révolution ghanéenne. Deux anciens présidents dont la médiation, qualifiée à tort ou à raison *d'interventionnisme* est chaque fois boudée par le pouvoir central de Lomé. Car aux yeux de beaucoup, le Togo est *«une anomalie* comparé à ses voisins qui ont

tous connu des alternances. Aux bords de la lagune Bé, cet appel au large des deux voisins ouest-africains est même perçu non seulement comme une provocation des plus inadmissibles, mais également comme une grave immixtion dans les affaires intérieures d'un Etat souverain, passagèrement confronté à un problème de gouvernance sur fond d'alter-



Pour le C14, Agbeyomé Messa Kodjo Gabriel n'est pas de l'opposition, le patron de l'OBUTS ayant participé aux législatives joue un jeu trouble

nance démocratique au pouvoir voulue par une grande majorité de Togolais. Lomé est donc plus que remonté contre cette *«intrusion»* des différents médiateurs, mais encore davantage contre l'opposition démocratique amenée par son chef charismatique, Jean-Pierre Fabre, qui répète à tous vents vouloir maintenir la pression jusqu'à la démission du chef de l'Etat, Faure Gnassingbé. Non seulement cette démission exigée plus d'une fois à hue et à dia n'a jamais eu lieu, mais dans l'ensemble du pays, il se chuchote que du fait de son bilan flatteur, Faure Gnassingbé bénéficie d'une longueur d'avance sur ses six challengers.

Comment venir à bout d'une oligarchie togolaise de type monarchique ?

Aujourd'hui
Quotidien hebdomadaire d'information générale, d'analyse et de débat

Aujourd'hui au Faso
SARL au capital de 1 000 000 F CFA
Récépissé n° 0440/14/CAO/TGI-O/PP
Siège social : 453, Avenue Kwamé Nkrumah,
face Burkina moto et BICIA-B siège
11 BP 529 Ouagadougou CMS 11-Tél. : 25 30
27 37/70 93 57 57/
76 76 69 20/78 80 90 74
Site web : www.ajourd8.net Email : ajourd8@ajourd8.net

Directeur de publication
Zowenmanogo Dieudonné Zoungnana
Rédaction
Rédacteur en chef
Zowenmanogo Dieudonné Zoungnana
Secrétaire de rédaction
Davy Richard Sékoné
Rédactrice en chef adjointe
Aline Ariane Bamouni
Rédaction
Aline Ariane Bamouni
Pélagie Ouédraogo
Omar Salia
Sandrine Kaboré
Chris Sam
Edoé Mensah Domkpin
Boureima Sawadogo
PAO
Victor Zoundi
Romaric Benao
Photo composition, montage et impression:
Aujourd'hui au Faso

Les docs d'Auj'

Zowenmanogo Dieudonné Zoungana

Àvec ce Pow Wow électoral consacré aux élections générales dans la sous-région, *Aujourd'hui au Faso* donne désormais un rendez-vous mensuel à ses lecteurs pour une rubrique dénommée «Les docs d'Auj'» (Les documents d'Aujourd'hui au Faso) consacrée à la politique, à l'économie ou au social. Pour ce premier numéro, nous nous sommes efforcés de donner quelques clefs pour comprendre les réalités et les enjeux de ces scrutins majeurs de 2020 :

- Au Togo, dont la campagne a débuté hier 6 février Faure est confronté à 6 candidats, pour obtenir un 4^e mandat querellé.
- En Côte d'Ivoire, la lagune Ebrié reste une mare à café. Si le RHDP de Ouattara met petitement Gon Coulibaly en orbite, rien n'est encore joué. Car le président-sortant ne veut prendre aucun risque de perdre le pouvoir. Le sphinx de Daoukro Henri Konan Bédié veille. Soro depuis la France guigne aussi la «chaise» présidentielle. Et le camp Gbagbo affûte ses armes.
- Au Ghana, le match pour l'impérial opposera le sortant Akufo-Addo à son éternel challenger Dramani. Un *remake* de 2016 !
- En Guinée, c'est un pays en apnée constitutionnelle, qui voit se réveiller les vieux démons assoupis d'un œil.
- Au Burkina, les élections de novembre se tiendront dans un contexte sécuritaire difficile. Roch postulant pour un 2^e mandat aura une kyrielle d'adversaires sur sa route.
- Mohamed Bazoum au Niger tentera d'incarner la dévolution démocratique, voulue par son pygmalion politique, Mahamadou Issoufou ●



Jean-Pierre Fabre: le fils spirituel de Gilchrist peine à dépasser le père

Si à l'aune de l'observance, les braves populations togolaises ont de parfaites raisons d'être fatiguées d'être gouvernées par la famille Gnassingbé depuis 1967, force est de reconnaître que les opposants togolais sont, dans leur grande majorité, des cadres de partis accrochés becs et ongles à leurs propres priviléges, prébendes et intérêts. Des opposants qui, chaque fois qu'ils sont prêts de leur but, acceptent, en contrepartie de quelques miettes, de quelques straçons, d'aller à la mangeoire, à cette soupe si délicieuse mais savamment piégée que sait leur tendre gentiment le pouvoir des Gnassingbé.

Certes, ce Togo-là compte de très braves combattants de la liberté. Depuis les années 90, ces derniers, debout comme un seul homme, l'avaient prouvé plus d'une fois en

organisant des manifestations de grande envergure contre le régime de l'ancien président, Etienne Gnassingbé Eyadéma. On peut citer Gilchrist Olympio (avant son ralliement à Faure) Me Yawo Agboyibo, feu Léopold Gnininvi, ... Mais leur élan est chaque fois émoussé par de dangereux mange-mil tapis dans l'ombre qui ont toujours résolu de mettre leur intelligence, leur savoir-faire politico-organisationnel et leurs bons offices supposés au service de la traîtrise politique. Résultat : pendant que la grande masse de travailleurs togolais répondait aux appels à manifester dans les rues afin que les choses changent positivement en faveur du petit peuple, ces «*situationnistes*» se contentaient du strict minimum puis sapraient à la base la lutte populaire pouvant favoriser une vraie alternance démocratique au pouvoir et du



Salifou Tikpi Atchadam: il n'est pas sûr que le radical président du PNP apparaisse à ce scrutin, disparu des radars depuis des mois

même coup contribuer à la promotion d'un développement endogène à la base.

Certes, depuis 15 années les positions se radicalisent puis on arrondit les angles car, plus d'un Togolais ayant compris les vrais enjeux de la politique, mais également le jeu de cache-cache de certains faux lutteurs, prêts à retourner leur veste au moment où un changement notoire commence à se profiler à l'horizon. Mais toute lutte de libération est tout sauf un article de consommation que l'on achète dans un supermarché. Aussi reste-il à savoir si, à l'occasion de ce scrutin présidentiel du 22 février 2020, le peuple togolais va choisir de tenir dorénavant le taureau par les cornes, jusqu'à la victoire finale pouvant lui permettre de jouir enfin de l'alternance au pouvoir ou s'il va reconduire le même personnel politique en place depuis 1967. Apparemment, il n'entend plus laisser son destin entre les mains d'un groupuscule



Mme Brigitte Kafui Adjamaagbo de la CDPA

Fabre-Agbeyomé Kodjo.

Prime au sortant : Faure a tapé fort dans les infrastructures routières

A quand la sortie du tunnel, se demande l'opinion togolaise et internationale si tant est que dans sa grande majorité, le peuple togolais envisage effectivement d'élire

le rétablissement de la Constitution de 1992. Car sur le plan des infrastructures routières, et de grands chantiers Faure a tapé fort.

Une chose est quasiment sûre : en bons manœuvriers, Faure Gnassingbé et son parti, l'UNIR, semblent avoir déjà gagné une grande bataille et non des moindres : parvenir à organiser à bonne

date et dans de bonnes conditions les élections générales. Reste à conjurer le spectre du terrorisme. Mieux, à présent, l'électorat national compte sur la compétence, le savoir-faire de la CENI (Commission électorale nationale indépendante) et de la Cour constitutionnelle. Si ces deux entités républicaines jouent correctement leurs rôles, nul doute que les résultats issus des urnes ne seront pas contestés. Comme c'est hélas souvent le cas sous nos tropiques. Le Togo, qui ouvre le bal de la quarantaine de scrutins présidentiels en Afrique cette année, sera donc cité en exemple tant en Afrique de l'Ouest que dans le reste du monde. Fatigué des bisbilles post-électorales, le continent africain gagnera donc en notoriété en matière d'organisations d'élections souhaitées démocratiques, libres, justes, équitables et transparentes.

Le C14 de 2020, même destin que le FRAC de 2010 ?

de prédateurs de la République, prêts à tirer les marrons du feu et, surtout, le meilleur parti des luttes anti-alternance. Non. C'est sans doute pour cette raison qu'aussi bien les responsables de l'opposition, des OSC, des syndicats, des mouvements des droits humains que les citoyens lambdas refusent obstinément de baisser la garde. Sans doute parce qu'ils savent leurs destins liés par le nécessaire, voire l'indispensable changement de l'establishment politique togolais. Mais alors, cette question de fond : comment arriver à enclencher l'indispensable renouvellement complet et total du personnel politique togolais accroché becs et ongles à l'oligarchie Gnassingbé depuis une cinquantaine d'années ? En 2010, le front républicain pour l'alternance et le changement (FRAC) avait vu juste en misant sur Jean-Pierre Fabre, qui avait échoué avec 33,5% des suffrages face à Faure (60,90%). Echec du aux bisbilles déjà perceptibles après le bloc uni de 2005, autour de Gilchrist, lui aussi frappé d'inéligibilité à l'époque. 10 ans plus tard, le C14 semble avoir vécu, car, à part les manifs réussies d'août-septembre 2017, sous la houlette du bouillant Tikpi Salifou Atchadam, le soufflet est retombé, et même qu'il y a une guerre d'ego

enfin un cadre politique non issu de la famille Gnassingbé ? En d'autres termes, comment venir à bout d'un régime qui est parvenu à tisser sa toile depuis 1967, date de l'assassinat du président nationaliste élu Sylvanus Olympio ? En effet, le fils de ce dernier, Gilchrist Olympio, n'a-t-il pas été pendant longtemps l'un des bras droits de l'actuel président et fils de l'ancien g é n é r a l - p r é s i d e n t Eyadéma Gnassingbé ? Dans de telles conditions, la lutte pour l'alternance, a-t-elle seulement des chances d'aboutir aussi vite que le peuple le souhaite ? Juste une question à un fauteuil présidentiel, dont la réponse dépend du degré de mobilisation des six candidats de l'opposition ainsi que de la capacité de résistance de la population à l'offensive de charme du pouvoir central de Lomé, tantôt sur fond d'après négociations, tantôt sur fond d'intimidations ou d'achat de consciences. Mais, de l'avis général, depuis qu'il est au pouvoir, Faure Gnassingbé, économiste-gestionnaire, a réussi mieux que son père Eyadéma Gnassingbé (38 ans de règne sans partage). Ironie du sort : depuis 2005, les exigences des manifestants se résument généralement en de simples réformes concernant des dispositions constitutionnelles telles que

Gilchrist Olympio poids lourd ou poids mort ?

Outre les candidats à la magistrature suprême, il y a des personnalités politiques dont l'influence va beaucoup peser dans la balance. Sont de celles-là la CNDPA de feu Paul Gnininvi (qui soutient Agbeyomé Kodjo), les anciens Premiers ministres Agbeyomé Kodjo et Joseph Kokou Koffigoh, Gilchrist Olympio, surnommé « le maréchal ». Fils du père de l'indépendance Sylvanus Olympio et longtemps opposant au régime de Gnassingbé Eyadéma, il est le président de l'Union des forces de changement (UFC), un parti politique allié au régime depuis 2010 dans un accord de gouvernement. Né le 26 décembre 1936 à Lomé, marié et père d'une fille, troisième d'une fratrie de cinq enfants, il est descendant d'une grande famille métisse de l'élite Éwé du Sud du Togo et du Ghana. Son grand-père d'origine brésilienne, Epiphanio Elpidio Olympio, était un riche commerçant. Son père Sylvanus Olympio, premier président de la République indépendante du Togo, est mort assassiné lors du coup d'État de 1963. Dr d'Etat en sciences économiques depuis les années 60, homme politique très connu dans le landerneau, ses consignes de votes ne peuvent que compter. Ce, malgré l'image ô combien négative qu'il



a laissée à ses compatriotes depuis sa volte-face spectaculaire... Lorsqu'au soir du 22 février prochain, la Commission électorale commencera à épurer les résultats provisoires de la présidentielle 2020, beaucoup d'observateurs s'attendront à entendre les noms de trois grandes figures présentes dans l'arène depuis plus d'une décennie, de véritables poids lourds en matière d'élections : le chef de l'Etat en selle, Faure Gnassingbé, Agbeyomé Kodjo et Jean-Pierre Fabre. Mais chut, ce ne sont pour le moment que des supputations car chacun des sept candidats en lice jure d'être élu dès le premier tour de ce scrutin uninominal qui gagnerait à tenir toutes ses promesses afin de favoriser une période post-électorale très apaisée...



Côte d'Ivoire

Dans l'antichambre de la précampagne et des nuits des longs couteaux ...

Dans un peu moins de dix mois, la Côte d'Ivoire va organiser une élection présidentielle souhaitée démocratique, libre, transparente, juste et équitable. Un scrutin auquel tous les dinosaures de la classe politique envisagent de présenter des «candidats à la hauteur», compte-tenu des enjeux du moment qui interdisent tout calcul loufoque et toute prévision au rabais. Ici, chaque jour que Dieu fait, le ciel politique joue donc au yoyo. Pour discrètes, calculées et futées qu'elles paraissent, les positions pas trop tranchées des leaders politiques et d'opinion penchent visiblement en faveur d'alliances contre-nature en cas de deuxième tour d'un scrutin présidentiel qui s'annonce épique. Comme celui de 2010 qui avait, hélas, fini par être ponctué d'une grave crise postélectorale ayant occasionné un bilan macabre de 3 000 morts non encore élucidé.

Il reste qu'ici, les non-dits, les mots, les demi-mots, les phrases, les incises, les questionnements et autres belles déclarations d'intention des hommes politiques sont analysés et décryptés à la loupe, avec beaucoup de tact et de minutie. De méfiance aussi, sur fond de calculs très intéressés, fortement relayés par les organes d'information et de propagande proches des chapelles politiques. Cas par exemple de ces métaphores bédéennes, adoïstes, soroïstes, gbagboïstes et koulibaïstes passées au peigne fin par les analystes politiques ivoiriens, très regardants surtout en ce moment. Mais aussi depuis la multiplication insensée, au cours de ces trois dernières années, des mutineries de soldats, à Abidjan et dans les villes de l'intérieur, avec cet arrière goût de bruits de bottes vite étouffés dans l'œuf par le pouvoir central d'Abidjan. Sans oublier les sautes d'humeur antagoniques nées de l'éviction de Guillaume Soro du poste de président de l'Assemblée nationale, de la dissidence de ce dernier d'avec le RHDP d'Alassane Dramane Ouattara. A quoi s'ajoutent les terribles coups de massue inhérents d'une part à la disparition, le 5 janvier dernier à New York (USA) d'un des pères de la rébellion armée de 2002, l'ex-Com'zone Issiaka Ouattara alias Wattao à l'âge de 53 ans et, d'autre part, au transfert d'urgence d'un autre ex-Com'zone Gaoussou Koné alias Jah Gao à Paris pour des soins intensifs. Compréhensible du reste, puisque, plusieurs années avant la principale échéance électorale de 2020 à laquelle le président Alassane Ouattara ne devrait plus se présenter, sauf surprise ou volte-face de dernière minute, l'on assiste à de longues nuits de longs couteaux. Des canifs soigneusement aiguisés, affinés au maximum pour être suffisamment tranchants le moment venu. Etat des lieux avec une revue de détail des éventuels postulants et partis politiques avec l'envoyé spécial *d'Aujourd'hui au Faso*, Adama Benon, aux bords de la lagune Ebrié...

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À
ABIDJAN, ADAMA BENON

Abidjan, aéroport international Félix Houphouët Boigny de Port-Bouët. C'est ici qu'en mi-décembre 2019, le jet privé qui ramenait le député de Ferkessédougou, Guillaume Kigbafori Soro, d'un long périple européen, devait se poser sur le tarmac. Au bas de l'échelle de coupée piaffait d'impatience une foule immense de parents, d'amis, de militants et de sympathisants avec à sa tête le chef coutumier de Ferkessédougou. Outre la haie d'honneur prévue pour accueillir l'ancien président de l'Assemblée nationale, un impressionnant cortège de cars, d'autobus et de voitures devrait l'accompagner de la capitale administrative, Abidjan, à Ferkessédougou (nord du pays), distant de plus de 600 km. Mais, informé à temps du lancement d'un mandat d'arrêt international contre lui, officiellement pour tentative de déstabilisation des institutions républicaines et détournement de la somme d'un milliard

et demi de nos francs, Guillaume Soro, qui survolait l'espace aérien burkinabè, déroutera son avion sur la capitale ghanéenne, Accra. De là, il mettra immédiatement le cap sur l'Espagne avant de fouler le sol du pays des droits de l'homme. Dans la capitale française, Soro, le tout premier candidat «illégalement» déclaré à la présidentielle ivoirienne d'octobre 2020, réalisera même un scoop inédit : il s'adressera en direct au peuple ivoirien, sur Internet le 31 décembre 2019, au même moment que le chef de l'Etat, Alassane Dramane Ouattara. C'est donc avec une grande surprise que pour la première fois, deux «messages présidentiels» diversionnés appréciés ponctueront le nouvel an.

Au même moment, le plausible dauphin constitutionnel et candidat du Rassemblement des houphouétistes pour la démocratie et la paix (RHDP) à la magistrature suprême, Amadou Gon Coulibaly, préparait une série de concerts dénommés «concerts de la paix» dans plusieurs régions du





pays. Dont Korhogo, sa ville natale, mais aussi les villes de Dimbokro et de Ferkessédougou qui ont vu naître le chef de l'Etat, Alassane Dramane Ouattara et l'ancien chef du parlement, Guillaume Kigbafori Soro. Boudés en certains endroits, notamment dans le village natal du député Guillaume Soro en cabale en Europe, les concerts de la paix se déroulent fin décembre 2019-début janvier 2020 dans une ambiance bon enfant par endroits et dans une ambiance mi-figue mi-raisin en d'autres. Ce, malgré la personnalité des artistes ayant presté en live entourés de leurs staffs managériaux et musicaux au complet : Tiken Jah Facy et Alpha Blondy.

Amadou Gon Coulibaly (AGC) en orbite

Lorsqu'en 2017, un référendum constitutionnel avait été organisé en grandes pompes, instaurant un poste de vice-président, beaucoup d'Ivoiriens avaient commencé à lorgner du côté du tout premier occupant du fauteuil, Daniel Kablan Duncan, un cadre du PDCI-RDA ressortissant de Grand Bassam et un fidèle parmi les fidèles d'Alassane Dramane Ouattara depuis 1990. Mais très rapidement, ce grand commis de

l'Etat, banquier central comme ADO, ancien détenteur des maroquins de l'économie, de la diplomatie et de la primature, se fera fort de préciser à l'attention de tous qu'il n'était habitué à aucun moment par des ambitions présidentielles. Sur ses instructions, un communiqué officiel signé de la main de son directeur de la communication, Noël Yao, avait clairement et nettement démenti les folles rumeurs de l'époque. Depuis cette date, les Ivoiriens avaient commencé à parier sur un autre cheval qui n'est personne d'autre que le remplaçant de DKD à la tête du gouvernement, Amadou Gon Coulibaly (AGC), cadre du Rassemblement des républicains (RDR) et du Rassemblement des houphouétistes pour la démocratie et la paix (RHDP). Ingénieur des travaux publics formé en France au début des années 70, cet octogénaire affable, courtois et bosseur, originaire du Nord comme Alassane Dramane Ouattara, est un homme politique pétri d'expériences, capable, assure-t-on en terre d'Eburnie, de poursuivre l'œuvre de reconstruction du pays entamée par Alassane Ouattara après la terrible crise postélectorale de 2010 qui avait mis à mal la cohésion nationale et givré le budget de l'Etat. Problème : pour



Amadou Gon Coulibaly tient la corde au RHDP



Guillaume Soro et Charles Blé Goudé aux Pays-Bas

de nombreux Ivoiriens, Gon Coulibaly manque de charisme et il «*me laisse pas tomber*», comprenez, on le dit radin.

Sauriens de la lagune

En attendant que les choses se précisent davantage dans ce pays qui revient de loin et qui reste toujours à la croisée des chemins en matière de démocratisation et d'amélioration de l'administration de la justice, l'observateur avisé de la scène politique retiendra qu'à l'instar des années précédentes, l'élection présidentielle d'octobre 2020 ne va pas manquer de démontrer à la face du monde la forte implantation, voire l'enracinement, dans certaines régions très peuplées et votantes, des grands partis, formations et regroupements politiques :

le Rassemblement des houphouétistes pour la démocratie et la paix (RHDP) version Alassane Dramane Ouattara, dont le Rassemblement des républicains (RDR) fondé en 1994 par feu Djéni Kobina, ratisse large dans le Nord, fief traditionnel du chef de l'Etat. Là-bas, les soutiens sont

inconditionnels depuis 2010 dans les vastes régions des Savanes, du Denguélé, du Worodougou, du Bafing et de la Vallée du Bandama. L'année dernière, Alassane Ouattara s'était fait fort d'y séjourner en vue de battre avant la lettre le rappel de ses troupes. Outre ces régions, le parti présidentiel ne compte certainement pas s'arrêter en si bon chemin, compte tenu des énormes enjeux qui peuvent avoir fortement milité en faveur de la mise en place, pour la première en Côte d'Ivoire, d'un cabinet ministériel pléthorique de cinquante (50) membres ! Quoique depuis le début de cette semaine, des indiscretions laissent penser à un remaniement ministériel visant à améliorer les performances du RHDP «*relooké*» dans toutes les contrées.

Le Parti démocratique de Côte d'Ivoire/Rassemblement démocratique africain (PDCI-RDA) d'Aimé Henri Konan Bédié. Sous-section du RDA, parti fondé le 26 Mars 1946 à Bamako sous la houlette de Félix Houphouët Boigny, ce grand parti mobilise depuis 70 ans la quasi-totalité de l'électorat du centre : les vastes



régions du Bas-Sassandra, des Lacs et du N'zi Comoé. Cette année, avec la probable candidature de l'ancien président Henri Konan Bédié, le vieux pachyderme va certainement battre le rappel de ses troupes, non seulement pour réaffirmer sa présence en vue d'obtenir plusieurs sièges dans la future Assemblée nationale, mais également pour imposer de grandes et jeunes figures battantes comme KKB (Konan Kouadio Bertin) et l'ancien ministre Biyon. Avec le secret espoir qu'au sein de l'hémicycle, ces jeunes puissent bien occuper le perchoir et donner de la voix lors du vote des lois.

Le Front populaire ivoirien (FPI) de Laurent Koudou Gbagbo. Quand il détenait les leviers de l'Etat et les principales mamelles de l'administration publique, il s'imposait sans coup férir dans les régions du Haut-Sassandra, des Dix-Huit Montagnes, du Moyen-Cavally, du Fromager, du Marahoué, du Sud-Bandama, des Lagunes, de l'Agnéby, du Moyen-Comoé, du Sud-Comoé et du Zanzan. Reste à savoir si la longue détention dans la prison de Scheveningen (Pays-Bas) de son leader Laurent Gbagbo alias le «Woody de Mama» n'a pas contribué beaucoup à étioler ce regain d'intérêt pour un tribun hors pair et infatigable haranguer de foules au verbe haut. Un mobilisateur de premier ordre dont le retour probable en Côte d'Ivoire annoncé dans les mois prochains est très redouté par tous les protagonistes de la scène politique, le président Alassane Dramane Ouattara en tête.



Mamadou Coulibaly et Simone Gbagbo du temps de l'entente

Une fois autorisé par la Cour pénale internationale (CPI) siégeant à La Haye, ce retour quasiment inattendu en terre d'Eburnie va non seulement donner beaucoup de sueurs froides à tous les candidats, mais provoquer indubitablement des émeutes. En effet, pour avoir été condamné l'année dernière à 20 ans de prison ferme par un tribunal d'Abidjan, Gbagbo risque la prison. Or, il serait à tous points de vue un prisonnier très encombrant dans son pays où il compte encore de nombreux partisans.

Le parti LIDER de Mamadou Koulibaly. Professeur agrégé en sciences économiques, cet ancien cadre du Front populaire ivoirien de Laurent Gbagbo fondé au début des années 90 par l'ancien

PDG d'Ivoire Transit, Vincent Anaky Kobénan, est un cadre politique de premier plan qui a été tour à tour ministre de l'Economie et des Finances puis président de l'Assemblée nationale. Avant de prendre définitivement ses distances avec le FPI et de créer sa propre formation dénommée LIDER. Il est connu dans toute la Côte d'Ivoire comme un présidentiable n'ayant pas sa langue dans la poche. Ce qui fait de lui un prétendant au fauteuil présidentiel que tous les candidats à la magistrature suprême prennent très au sérieux, à cause surtout de sa forte présence dans les médias et les réseaux sociaux au cours de ces dix dernières années.

Génération et peuples solidaires (GPS) de Guillaume Kigbafori

Soro. Très connu sur l'échiquier politique national depuis pratiquement une trentaine d'années, malgré sa très relative jeunesse, l'enfant prodigue et député de Ferkessédougou est très adulé par la population-jeunesse. Pour avoir occupé d'importants postes de responsabilité, notamment ceux de premier ministre et de président de l'Assemblée nationale, il est pressenti par ses fans, militants et sympathisants comme le jeune cadre politique le mieux préparé pour occuper en 2020 le fauteuil présidentiel au palais des pas perdus d'Abidjan-Plateau. Naturellement quand on a été premier ministre et occupant du perchoir tous des tabourets, on ne peut penser qu'à la chaise en se rasant chaque matin. Chaque fois que son ancien mentor Alassane Dramane Ouattara parle de lui, il



Albert Abdallah Mabri Toikeuse



Marcel Amon Tanoh

1466 du vendredi 7 au dimanche 9 février 2020

ne manque pas de souligner que Guillaume Soro est son fils. Un fils qu'il a bien formé et encadré dans le domaine de la gestion des ressources publiques au cours de ces vingt dernières années. Ce n'est pas tout : Soro compte encore de nombreux soutiens au sein de l'armée. Parmi eux, les anciens éléments des forces nouvelles qui ont accepté de se faire enrôler dans les forces républiques de Côte d'Ivoire (FRCI). Quant aux personnalités civiles, des inconditionnels comme l'avocate Affousiata Lamine Bamba lui sont restés fidèles. Tous, autant qu'ils sont, continuent à mener le combat afin de faire lever le mandat d'arrêt émis contre lui par la justice ivoirienne, permettant du même coup à leur mentor de briguer la magistrature suprême en octobre prochain.

Naturellement, outre les partis et personnalités politiques précités, d'autres dinosaures pourraient faire infléchir la courbe en faveur de certains candidats à la magistrature suprême :

l'Union pour la démocratie et la paix en Côte d'Ivoire (MPCI) du Dr Albert Mabri Toikeusse. Depuis toujours, il est perçu dans l'opinion ivoirienne comme le défenseur attitré de la mémoire de l'ancien général-président Robert Guéï et un soutien de poids pour le RHDP d'Alassane Dramane Ouattara. Il est très populaire chez les Yacouba et un peu à Abidjan.

Le Mouvement des forces de l'avenir (MFA) d'Anaky Vincent Kobéna. Fondateur et transfuge du Front populaire ivoirien,



Le 8 août 2018, HKB est reçu par Ouattara à la Riviera. Depuis lors les ponts sont coupés

ancien candidat malheureux à l'élection présidentielle et ancien ministre comme le Dr Albert Mabri Toikeusse, il demeure un soutien non négligeable pour le RHDP new look.

le MCI de Gnamien : ancien directeur général des douanes, ancien ministre et ancien candidat malheureux à l'élection présidentielle, le «Monsieur propre» de la république pourrait briguer de nouveau la magistrature suprême ou apporter son soutien au candidat du RHDP.

Francis Wanga Wodié et Bamba Moriféré de nouveau dans la course ?



Laurent Gbagbo pourra-t-il participer au duel de 2020

Beaucoup d'autres personnalités politiques comme le Pr agrégé de droit Francis Wanga Wodié du Parti ivoirien des travailleurs (PIT) ou encore Bamba Moriféré, tous anciens candidats malheureux à l'élection présidentielle, pourraient créer la surprise. Soit en se portant candidats, soit en apportant leurs appuis, expertises et soutiens ouverts à des présidentialables. «L'essentiel, comme le répète l'électorat national, est que l'élection présidentielle d'octobre 2020 puisse tenir toutes ses promesses» et que le pays continue de vivre dans la paix et la tranquillité ! Au risque d'enfoncer une porte déjà ouverte, chaque Ivoirien devra y contribuer en prêchant constamment la paix et non la violence ! Or, au regard de la météo politique actuelle, des risques d'orages, d'éclairs et de vents sont à craindre ●

Affaire de mandat d'arrêt international : depuis Paris, Guillaume Soro tacle ADO et la justice !



Depuis la mise en scène du mandat d'arrêt international que la justice ivoirienne dit avoir lancé contre l'ancien président de l'Assemblée nationale, Guillaume Kigbafori Soro, officiellement pour tentative de déstabilisation et détournement de la somme d'un milliard et demi de francs CFA, les observateurs de la scène politique africaine attendent les différents épisodes. Juste pour se régaler, chacun d'eux étant quasiment convaincu d'avance que ce mandat risque d'accoucher d'une souris !

Pour sa part, le premier cadre politique ivoirien à avoir déclaré son intention de briguer la magistrature suprême est et demeure l'enfant prodige et député de Ferkessédougou (nord de la Côte d'Ivoire). Non seulement, Soro l'a fait avant la lettre, mais il savait ce qui l'attendait. D'où la réplique judiciaire qu'il est en train de préparer depuis l'Hexagone pour ne pas paraître ridicule aux yeux de ses nombreux supporters, fans, militants et sympathisants. Ces derniers, importe-t-il de le souligner, croient plus que jamais aux chances de leur mentor. Ce, malgré les turpitudes et vicissitudes du moment !

Aux bords de la lagune Ebrié par contre, l'homme fort du pays, Alassane Dramane Ouattara, le RHDP et les apparatchiks du régime restent également convain-

cus de leur victoire dans les urnes au soir d'octobre 2020. D'où le double intérêt politique et judiciaire à suivre la très chaude élection présidentielle de cette année en terre d'Eburnie.

En attendant, il y a de nombreux observateurs de la scène politique qui se demandent si le député nordiste dont l'immunité a été officiellement levée par la justice ivoirienne au mois de décembre 2019 pourra faire acte de candidature. La Commission électorale indépendante (CEI) et le Conseil constitutionnel auront la lourde charge de fixer les électeurs. Toutefois, Guillaume Soro devrait pouvoir se mesurer à beaucoup d'autres candidats non encore déclarés s'il accepte de rentrer au bercail. Mais alors, question : ne risque-t-il pas de se faire arrêter et de ne pouvoir battre la campagne dans les villes et villages du pays ?

AB



Présidentielle du 22 novembre 2020 au Burkina Calculs, interrogations et griffes du terrorisme

L'élection présidentielle de 2015 au Burkina a été applaudie. Le fruit n'était pas parfait, mais il a pu être cueilli avec la manière. Le scrutin a pu se tenir alors que le pays venait d'échapper au cataclysme du coup d'Etat de septembre 2015. Le vaincu a félicité le vainqueur. Une graine rare sous les tropiques. Le test a été réussi. 2020 s'annonce plus coriace. Le terrorisme gronde, la texture de la cohésion sociale inquiète et le sérial politique fourmille. Coin de voile sur les candidats, les enjeux et les principales inconnues de ce rendez-vous important de l'histoire de la démocratie burkinabé.

AHMED BAMBARA

En novembre 2020, le premier président civil démocratiquement élu mettra en jeu son fauteuil au palais présidentiel de Kossyam. Nul besoin des projecteurs du stade du 4-Août pour savoir que Roch Marc Christian Kaboré se battra pour le conserver. Un 2^e bail pour valider le 1^{er} pourri par 5 années sanglantes de terrorisme et d'un front social en quasi ébullition.

Les connus

En face de lui, il y a les candidats déjà connus. Tahirou Barry a brandi son ambition depuis Gaoua, d'où il compte mener sa chevauchée jusqu'au quartier Kossyam. L'ancien président du Parti pour la renaissance nationale (PAREN) entend essayer d'améliorer le score de 3,09% obtenu à la dernière élection. Mais sans le soutien du parti de Laurent Bado, le jeune loup Barry devra tripler les bouchées s'il veut faire entendre sa voix.

Autre candidat déclaré et investi, Gilbert Noël Ouédraogo. C'est depuis le 31 mars 2019 que le parti du pachyderme a porté son choix sur l'héritier de Gérard Kango Ouédraogo. Celui qui a dû cent fois se mordre les doigts pour le choix fait lors de la modification de l'article 37 de la Constitution, et qui a par la suite fait le tour du Burkina Faso pour demander pardon, veut croire en ses chances. Il était absent de la compétition

de 2015 et l'occasion lui semble offerte, loi d'exclusion étant désormais exclue, de jauger ce qu'il vaut vraiment dans l'opinion de son pays.

Les certains : Zéph y croit dur comme fer, Ablassé s'y risquera également.

Ensuite, il y a les candidats qui ne sont pas encore investis mais dont l'atterrissement dans l'arène ne fait pas l'ombre d'un doute. Le suspense est toujours maintenu mais à moins que le Pic du Nahouri ne prenne la place du Mont Boulgou, le Chef de file de l'opposition politique (CFOP), challenger de l'actuel président en 2015, Zéphirin Diabré, brandira l'étendard de l'Union pour le progrès et le changement (UPC). Le siège de Kossyam lui a filé sous le nez il y a cinq ans, mais il compte bien l'agripper cette année. Battre le score de 29,65 % doit figurer dans les chaudrons de l'état-major électoral dans la tanière du lion.

Ablassé Ouédraogo qui veut voir Le Faso Autrement, très amer depuis la dernière présidentielle, devrait également, en principe être de la partie.

Les «frères» adversaires : Komboïgo/Kadré

En outre, il y a la grande famille de ceux sur qui pèse pour le moment le vrai suspense. Et ils se pêchent majoritairement dans le camp du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP). Le parti de



Le président sortant est candidat à sa propre succession

Blaise Compaoré abrite deux dinosaures qui s'arrachent la légitimité de porter le drapeau de l'épi et de la daba au front du scrutin. Il s'agit de Eddie Komboïgo, président du parti, et de Kadré Désiré Ouédraogo, ancien Premier ministre de *l'enfant terrible de Ziniaré*.

D'abord sourde, la bataille des frères adversaires a fini par éclater en plein jour et pour se jouer sur la place publique et au palais de justice par partisans interposés. Le pugilat tournait au vinaigre tant et si bien que le patron tutélaire de

l'ancien parti au pouvoir, depuis son séjour éburnéen, a dû taper du poing sur la table pour tenter de discipliner tout ce beau monde.

Pas certain que les choses se soient réellement calmées puisque les deux candidats, tous déclarés pour la présidentielle, affûtent leurs armes dans l'éventualité de primaires qui devraient se tenir au sein du CDP. Est-il certain que les deux adversaires abdiqueraient si l'un des deux l'emportait ? Pas sûr. Kadré Désiré Ouédraogo surfe sur un mou-

vement politique dénommé « Agir » qui agit déjà dans les différentes provinces du pays. Si d'aventure il perdait les primaires, la probabilité est grande que KDO continue de naviguer vers la présidentielle, avec ou sans le CDP.

Les inattendus, les silhouettes et les inconnus

Au Mouvement patriotique pour le salut (MPS), on hésite également à parier sur le Pr Augustin Loada ou pour le président d'honneur, le général, ancien Premier ministre Yacouba Isaac Zida. A la différence du CDP, il n'y a pas de duel, de dualité ou de conflit entre les deux hommes. On se demande juste si c'est l'enseignant en droit constitutionnel qui se lancera dans la course ou si l'exilé déposera brutalement ses valises avant novembre 2020 pour se jeter dans



Zéphirin Diabré, le chef de file de l'Opposition est le champion naturel de l'UPC

l'arène. Ses proches et partisans laissent entendre que l'ex-chef en second du défunt Régiment de la sécurité présidentielle (RSP) reviendra bien-tôt au bercail. Mais avant de discuter de la présidentielle, si

telle est sa décision finale, il devra d'abord régler ses comptes avec la Justice, pour notamment ces morts pendant l'insurrection populaire.

En plus de ces acteurs de l'opposition, il y a les silhouettes assises dans la pénombre de la majorité présidentielle. Parmi elles, un certain Me Bénéwendé Stanislas Sankara, président l'Union pour la renaissance parti sankariste (UNIR/PS). Bien vrai qu'il soit allé à la soupe (elle est pimentée, selon ses aveux), rien n'exclut qu'à la dernière minute, même si cela semble pour le moment fortement improbable, il ne décide d'affronter finalement celui qui deviendra son ancien allié, quitte à le rallier à nouveau par la suite. La politique est souvent cet art où le contorsionniste est capable de perdre son latin !

Enfin, il y a la catégorie des candidats inconnus ou inattendus. Pour les découvrir, il faudra attendre l'heure de dépôt des dossiers de candidatures à la présidentielle.

La chambre du second tour et le salon du premier

Tous ces «guerriers» se préparent donc pour affronter le scrutin présidentiel de 2020. L'une des observations importantes à faire est de savoir ce que Zéphirin Diabré voulait enten-

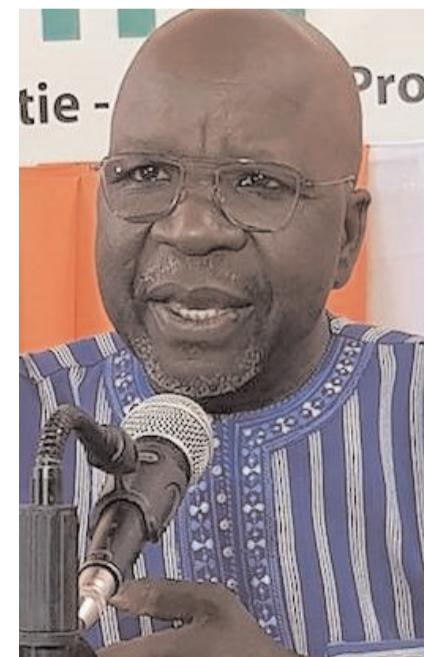
dre lorsqu'il déclarait le 30 décembre 2019 ceci : «Bientôt, nous signerons un accord politique entre tous les partis de l'opposition, pour conquérir et gérer ensemble le pouvoir d'Etat». A l'évidence, il est question d'une candidature unique de l'opposition politique. Pendant le premier tour ? Ceci n'est pas très évident. Au regard des intentions déclarées, des appétences, de la méfiance, des camps, des petites querelles entre les acteurs de l'opposition politique, une seule candidature des opposants face au candidat Roch Marc Christian Kaboré relèverait de la gageure.

Le rassemblement devrait se faire au second tour. Pour que ce regroupement ait lieu, il faudrait justement qu'il y ait second tour. Or, les vides dans les rangs de l'opposition, le dispersement des énergies et stratégies ont de fortes chances de griller les ailes de la probabilité d'un second tour.

Le bilan du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP) pourrait être vu par les opposants comme une manne à exploiter auprès des populations. Mais il faudra travailler avec la réalité du terrain qui est parfois différente de celle des réseaux sociaux. Ce d'autant plus que l'opposition avait accueilli avec grand enthousiasme le vote de la diaspora, considéré comme un électorat plus avisé et qui pourrait peser



Eddie Komboïgo jure qu'il conduira le CDP jusqu'à la victoire



Simon Compaoré reste une pièce maîtresse dans le puzzle MPP



dans la balance pour n'obtenir ne serait-ce qu'un second tour.

Botter à ... l'extérieur

Malheureusement pour elle, les conditions draconiennes d'enrôlement des électeurs de la diaspora (les documents d'enrôlement, les lieux d'enrôlement) combinées à un faible engagement des citoyens burkinabé de l'extérieur (nombreux ont voulu que les bureaux d'enrôlement viennent à eux et non le contraire) et à un taux d'engagement de faible à médiocre des partis politiques eux-mêmes à favoriser un enrôlement massif des électeurs, ont

abouti à un véritable désastre. Moins de 20 000, sur les millions de Burkinabé escomptés, se sont inscrits sur les listes électorales. Un échec cuisant dont la responsabilité est partagée tant par les organisateurs de l'élection, les prétendants tant de la majorité que de l'opposition et les électeurs eux-mêmes.

Néanmoins, il restera que sur le plan historique, ce sera en 2020 que pour la première fois de son existence, le Burkina verra ses fils de l'étranger participer à un vote. Quoiqu'il reste une dernière alternative, que tous les Burkinabé qui n'ont pas pu s'enrôler à l'extérieur,

Salifou Diallo

Le machiavel du Yatenga manquera au MPP



Au premier congrès du MPP en avril 2014

Au mois de novembre 2020, le Burkina Faso va organiser des élections législatives et présidentielles couplées. Occasion pour tous les protagonistes et observateurs de la scène politique de se souvenir une fois de plus d'un monstre du nom de Salifou Diallo qui a tiré sa révérence en 2017 alors qu'il présidait aux destinées de l'Assemblée nationale (7^e législature). Et du parti au pouvoir, le Mouvement du peuple pour le progrès (MPP) dont il était membre fondateur, voire la principale cheville ouvrière et la tête pensante.

Surnommé par ses condisciples d'école «Gorba», diminutif du nom Gorbatchev et «le Machiavel du MPP», par ses camarades du parti, Salifou Diallo avait commencé à beaucoup manquer aussi bien à ses admirateurs qu'à ses contempteurs quelques minutes seulement après son ultime rappel au Seigneur intervenu en France où il était allé se reposer après un détour en terre tunisienne pour un contrôle de routine. En effet, ceux qui l'ont connu, approché, pratiqué, aimé, détesté ou hâdisent de lui qu'il était un insaisissable mastodonte de la politique doublé d'un homme généreux prêt à voler au secours de ses semblables en difficulté.

Une chose est au moins sûre : cet animal politique «Le faiseur de rois» ou encore «Le président m'a dit» ne laissait personne indifférent ! Très adulé, voire idéalisé par certains de ses admirateurs pour son refus d'être un «Yes man», il était par contre très craint et redouté par la quasi-totalité de ses adversaires. D'une manière générale, Salifou Diallo était accusé à tort ou à raison de faire beaucoup d'ombre à ses adversaires politiques, de créer la zizanie au sein des partis politiques de l'opposition, avec pour objectif avéré de permettre au parti au pouvoir qu'il a servi (CDP puis MPP) sans interruption pendant trois décennies de triompher lors des élections générales, mais aussi d'avoir des assises et une aura non négligeables

sur l'échiquier politique national. Pour parvenir à ses fins, on le disait capable de négocier avec habileté et aperçus, de jour comme de nuit, avec n'importe quel homme politique de poids, du sérail ou de l'opposition, de mobiliser grand monde dans les villes, villages et hameaux du pays, au sein des diverses couches socioprofessionnelles, de mettre rapidement la main à la poche en vue d'attirer quelques opposants indécrotables et militants de la société civile qui donnaient du fil à retordre aux régimes CDP de Blaise Compaoré et MPP de Roch Marc Christian Kaboré.

Il avait fait bien cette maxime politique : on ne gouverne pas un pays avec des soupirs. En tout cas, quels que soient leurs bords et obédiences politiques, tous les vieux et nouveaux loups aux dents acérées qui s'agitent nuit et jour dans le landerneau politique sont unanimes sur un point : lors de la survenue de crises politiques gravissimes, ouvertes ou larvées, Salifou Diallo était capable de démêler beaucoup d'écheveaux. Mais, autant il était prêt et déterminé à favoriser l'émergence économique et socioprofessionnelle de ses partisans, autant il était perçu par tous ses adversaires comme un véritable empêcheur d'évoluer convenablement au triple plan politique, social et professionnel, bref un politi-

tique pur et dur prêt à croquer de l'opposant ! Il coupait les têtes qui essayaient d'émerger.

Mort, le Yatenga n'appartient plus à personne !

Evidemment, d'aucuns pensent qu'il y avait quelque peu d'exagération dans l'appréciation et la qualification de ce célébrissime Gorba, mort à la fleur de l'âge, dans sa 60^e année, laissant derrière lui des milliers d'orphelins inconsolables au sein de ses trois grandes familles (biologique, politique et nucléaire). Témoin : les nombreux et vibrants hommages rendus à ce ressortissant du septentrion burkinabé jadis dominé plusieurs années durant par l'ancien pachyderme, le RDA de Gérard Kango Ouédraogo, avant l'entrée en scène du Front populaire, de l'ODP/MT, du CDP et du MPP amenés et animés par Salifou Diallo. En effet, estimées dignes de celles d'un chef d'Etat, les obsèques grandioses dont il a bénéficié se voulaient une sépulture digne du combat qu'il a mené dans son pays.

De fait, depuis sa disparition, beaucoup d'observateurs de la scène politique en sont toujours à se demander quelle personnalité politique proche du parti au pouvoir ou de la mouvance présidentielle sera en mesure

de préserver l'électorat dans le Yatenga. Ancien bastion du RDA depuis les années postindépendance de 1960, cette vaste zone hautement politisée qui participe très activement aux votes, compte énormément pour chacun des partis politiques engagés dans la bataille pour les législatives et présidentielles couplées de novembre 2020. Ici, outre l'ADF-RDA de Me Gilbert Noël Ouédraogo, il y a également le CDP de l'ancien président Blaise Compaoré chapeauté par Eddie Komboïgo, la NAFA du général Djibrill Bassolé, l'UPC de Zéphirin Diabré, le MPP au pouvoir de Roch Kaboré ainsi que des candidats indépendants capables de faire bonne figure.

Alors, question de fond : quelle personnalité de la taille de Gorba pourra rassembler beaucoup d'électeurs en faveur du camp présidentiel au soir de novembre prochain ? Le MPP, peut-il s'offrir le luxe de perdre le grand Yatenga ? La question reste posée, quand bien même tous les observateurs de la scène politique burkinabé reconnaissent les énormes efforts consentis depuis 2015 par le MPP pour maintenir la flamme allumée par Salifou Diallo dans le Nord du pays. Ce parti, importe-il de le souligner, est et demeure la seule formation politique burkinabé à disposer d'une école de formation. Mais chacun sait aussi que Salifou mort, le Yatenga «n'appartient» plus à quelqu'un !

En attendant, depuis l'au-delà, Gorba doit suivre certainement avec un œil amusé de diablotin les protagonistes de la scène politique burkinabé qui l'accusaient chaque fois à tort ou à raison de comploter contre leurs partis au bénéfice du parti au pouvoir. Pour preuve, trois ans après sa mort, le nomadisme continue, des partis politiques se disloquent, sensiblement à la même vitesse que du vivant de Salifou Diallo, un communiste pur et dur des années 90 reconvertis en social-démocrate bon teint qui avait sommés toutes la réputation de savoir exactement pourquoi il faisait de la politique.



Kadré Désiré Ouédraogo cornaqué par le mouvement AGIR-Ensemble

rentrent au bercail pour le faire. Ce serait un acte de citoyenneté et de patriotisme fort élevé. Et qui prouverait qu'ils tenaient vraiment à exprimer leur choix dans les urnes et dans la marche de leur pays.

Le monstre du terrorisme

En attendant, les calculs se basant sur les Burkinabè de l'extérieur devront être revus à la baisse et les forces des «*combattants*» gagneraient à se braquer à l'intérieur des frontières. Et là également, il y a l'épine aux mensurations respectables du terrorisme. L'hydre a chassé des Burkinabè de leurs zones

d'habitation. Et plus grave, celles-ci sont pour la plupart inaccessibles à une activité administrative et électorale paisible.

La Commission électorale nationale indépendante semble avoir trouvé la formule, en enrôlant les «*déplacés*» soit en fonction de leur commune d'origine ou en tenant compte de leur terre d'accueil. Une solution palliative, certes. Mais ces Burkinabè arrachés à leurs terres et dont le souci majeur est de retourner «*chez eux*» auront-ils un grand engouement pour s'inscrire sur les listes électorales ?

Autre gageure, quelle garantie



Tahirou Barry a été investi à Gaoua

y a-t-il que les zones réputées «*paisibles*» ne seront pas dans le programme macabre des terroristes, histoire juste d'embêter et de faire tourner court le bon déroulement du scrutin ? Autant de questions qui tournent dans la tête de Newton Ahmed Barry. Le président de la CENI a sur les épaules une responsabilité historique. Celle de tenir dans les sillons du travail abattu par son prédécesseur Me Barthélémy Kéré, mais aussi d'écrire une belle histoire dans le livre démocratique du Burkina, après avoir tracé les lignes de l'histoire de sa presse.

En somme, la présidentielle de 2020 est autre test grandeur nature de la capacité du peuple burkinabè, de ses dirigeants et de ses hommes politiques, à relever les défis qui se présentent à eux. Il reste à espérer que devant ces grands problèmes qui se dressent, ils auront l'intelligence de ne pas laisser éclore d'autres difficultés connexes qui ne feront qu'aggraver les choses.

Et pourvu que le vainqueur félicite le vaincu. Comme en 2015 ●



L'ex- PM «YIZ» depuis le pays de l'éable manoeuvre à travers le MPS



Eric Bougouma présenté pour être le directeur de campagne du candidat Roch



Bala Alassane Sakandé, une étoile scintillante de la galaxie rockiste



● G5 Sahel : Niamey va abriter l'état-major de la coalition pour le Sahel

La capitale nigérienne, Niamey va abriter l'état-major de la coalition pour le Sahel annoncée lors du sommet de Pau du 13 janvier 2020 qui a réuni autour d'Emmanuel Macron les cinq chefs d'Etat du G5 Sahel. Cette coalition placée sous le commandement conjoint de la Force Barkhane et de la Force Conjointe du G5 Sahel sera installée sur la base militaire française de Niamey. Dans sa dernière livraison, *JA* indique que ce site a été retenu pour sa proximité avec la zone des trois frontières dans laquelle ladite coalition entend concentrer ses opérations de sécurisation dans les prochaines semaines. A en croire l'hebdomadaire, les premiers contingents des forces spéciales européennes de la task-force Takuba, sont attendus d'ici au mois de juin. Ils seront placés sous les ordres de cet état-major. Rappelons que lors de ce sommet, les dirigeants des cinq pays du Sahel ont signé une déclaration commune dans laquelle ils ont exprimé le souhait de voir la France poursuivre son engagement militaire dans la région, en proie à de récurrentes attaques terroristes. Ils avaient aussi lancé un appel en direction des autres pays et partenaires pour les inviter à participer et à apporter leurs contributions à cette «Coalition» qui devra combattre l'Etat islamique désigné comme ennemi numéro 1.

● Epidémie de coronavirus : les étudiants burkinabè veulent être évacués

En dépit des déclarations rassurantes des autorités des deux pays, les étudiants burkinabè à Wuhan, épicentre de l'épidémie de coronavirus ont lancé un cri à l'endroit des autorités. Dans un communiqué dont nous avons reçu copie, ils disent être confrontés à des difficultés.

«A ce jour, nous, étudiants burkinabè actuellement à Wuhan, faisons toujours face à un problème d'approvisionnement, contrairement à ce qui a été mentionné dans les médias. Nos conditions ne se sont nullement améliorées, au contraire, elles se dégradent de jour en jour. Nous vivons avec un risque permanent de contagion», informe ce communiqué en date du mercredi 5 février 2020.

Face à la dégradation de la situation, les 22 étudiants confinés pour des raisons sanitaires, les étudiants burkinabè en appellent à l'humanisme des autorités. «Face à cette situation qui va de mal en pis, et à l'inquiétude grandissante au sein de la communauté, nous sollicitons une évacuation urgente hors de la ville de Wuhan. Nous osons compter sur votre humanisme pour la prise en compte de nos préoccupations dans les plus brefs délais», lance le texte signé du bureau des étudiants vivant à Wuhan.

Le bilan de l'épidémie provoquée par le nouveau coronavirus en Chine continentale a atteint 563 morts dont 73 nouveaux, selon un nouveau bilan dressé le jeudi 6 février 2020. Le nombre de personnes contaminées a atteint 28 018 en Chine continentale (hors Hongkong et Macao), avec 3694 cas déclarés en un seul jour, a indiqué la Commission nationale de santé.

● Elections couplées du 22 novembre 2020 : vers une candidature unique de l'Opposition au second tour ?

Le Cadre de concertation du Chef de file de l'Opposition politique (CC/CFOP) s'est réuni en session ordinaire le mardi 4 février 2020. La rencontre, présidée par le Chef de file de l'Opposition politique, M. Zéphirin Diabré, avait deux points inscrits à son ordre du jour :

- la conclusion d'un accord politique entre les partis de l'Opposition dans le cadre des élections couplées de novembre 2020 ;
- la vie du cadre.

I – Au titre de l'Accord politique

Au regard de la situation dramatique de notre pays, marquée par l'échec cuisant du MPP et une soif généralisée pour une alternance démocratique, les partis politiques membres du Cadre de concertation avaient mis sur pied un Comité préparatoire pour réfléchir à un Accord politique qui serait conclu entre eux et toutes les forces qui le souhaiteraient, pour aborder les élections de novembre 2020 de manière concertée.

A la rencontre, le Comité préparatoire a livré le fruit de ses réflexions. Après des échanges fructueux, les participants ont marqué leur adhésion aux principes contenus dans le projet d'Accord.

Cet Accord, qui sera finalisé et rendu public en temps opportun, envisage d'associer toutes les forces de progrès et d'alternance qui veulent que notre pays tourne définitivement la page du règne du MPP. Il ne se limitera donc pas aux seuls membres du Cadre de concertation.

L'ensemble des présidents et représentants de partis d'opposition ont félicité le Comité préparatoire pour l'excellence du travail abattu, et réaffirmé leur volonté d'aller aux élections de novembre 2020 de manière unie et organisée, en s'appuyant sur cet Accord politique, pour apporter l'alternance et l'alternative. Ils ont convenu d'un calendrier pour officialiser ledit Accord et le mettre en œuvre.

II- Au titre de la vie du Cadre de concertation

Au chapitre de la vie du Cadre de concertation, les participants ont officiellement accueilli au sein du Cadre, le Parti pour la Démocratie et le Progrès/Parti Socialiste (PDP/PS) présidé par M. Toro Drabo. Le nombre de partis membres du Cadre de concertation passe ainsi à 27. D'autres demandes d'affiliation au Cadre de concertation sont en cours d'examen. Débutée à 18 heures, la rencontre a pris fin à 21 heures, dans une ambiance toute cordiale.

LE SERVICE DE COMMUNICATION DU CHEF DE FILE DE L'OPPOSITION POLITIQUE

RADIOSCOPIE | EDITO

33e Sommet de l'UA La voix de l'Afrique fera-t-elle recette en Libye ?

AHMED BAMBARA

À près de Brazzaville et Berlin, voici une autre tentative de faire taire les braises en Libye qui s'ouvre le dimanche prochain. Le sommet de l'Union africaine (UA), outre les questions de son propre fonctionnement et des autres problèmes qui minent l'Afrique, parlera de la situation au pays de Mouammar Khadafi, qui a sombré dans un chaos fratricide depuis que ce dernier a été mortellement chassé du pouvoir. Et le thème augure du programme : «Faire taire les armes crée des conditions propices au développement de l'Afrique». Très ambitieux, le menu ! Mais aux grands maux, les grands remèdes ! Il faut bien avoir de grands projets pour réaliser de grandes choses.

Il reste maintenant à savoir ce que l'Union africaine compte mettre dans la besace pour réussir là où Brazzaville, Berlin et les Russes ont pour le moment piétinement échoué. Les frères ennemis libyens semblent avoir la rancune ou du moins, l'envie de la guerre chevillée au corps, de sorte que tous les essais de désamorçage ont coulé sur eux comme de l'eau sur le dos d'une oie.

C'est vrai que jusque-là,

la voix de l'Afrique a été inaudible dans cette affaire. Les «grands» du monde ont géré dans un cercle fermé la guerre en Libye, au gré de leurs intérêts. Des intérêts qui agissent justement comme de la poudre de gingembre devant le nez d'une personne fortement grippée. Pas étonnant que les choses n'aient pas véritablement évolué vers le sens de l'apaisement. Les armes ont continué à couler à flot vers la Libye ainsi que leurs bruits, grands messagers de la mort et de la destruction. On peut être dubitatif quant à la force réelle des Africains d'apporter une solution véritable à l'imbroglio libyen. Néanmoins, la carte Cyril Ramaphosa, qui semble être en odeur de sainteté avec les deux frères ennemis, peut être essayée. Tout comme celle de l'Algérie de Tebboune, qui pourrait penser à faire autre chose que ce que Abdelaziz Bouteflika serrait : observer. Quoi qu'il en soit, à l'issue de ce sommet, on pourra dire que l'Afrique a enfin fait entendre sa voix dans le dossier libyen. Pourvu que la recette soit la bonne ●

Processus électoral

Les acteurs étatiques et les PTF en concertation

La deuxième session du cadre de concertation entre les acteurs étatiques et les Partenaires techniques et financiers (PTF) du processus électoral s'est tenue le jeudi 6 février 2020 à Ouagadougou. Présidée par le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion sociale, Siméon Sawadogo, cette session a permis de faire le point de la session passée. Le cadre a aussi examiné et adopté le projet du calendrier électoral.

PÉLAGIE OUEDRAOGO

Le cadre de concertation des acteurs étatiques est composé des différents ministères et institutions concernées, des Partenaires techniques et financiers (PTF) comme le PNUD, le système des Nations unies. Ce cadre est à sa deuxième session et pour le ministre en charge de l'Administration territoriale, Siméon Sawadogo, la rencontre était importante car la date des élections a été arrêtée au 22 novembre prochain par le Conseil des ministres du mercredi 5 février 2020. Il souligne que cette session a permis de faire le point de celle passée où il y a des tâches qui avaient été définies pour chaque structure. En outre, il affirme que les acteurs ont été informés de l'adoption des lois portant révision à minima du code électoral et la loi portant quota genre.

Des innovations dans les deux lois

Selon les explications du directeur général des libertés publiques et des affaires politiques, Bruce Emmanuel Sawadogo, au niveau du code électoral, l'une des innovations majeures et capitales est la suppression de l'ensemble des dispositions relatives à l'élection des sénateurs. Il n'existe plus dans le code électoral burki-

nabè une disposition qui élie les sénateurs. Le deuxième point est que les Burkinabè de l'extérieur peuvent voter à l'intérieur des ambassades, consulats et en dehors. Mais sur ce point, il précise que c'est une modalité qui doit être discutée avec le pays hôte. De plus, avant la proclamation des résultats, la CENI devrait les proclamer commune par commune avant la proclamation globale des résultats. Les fuseaux horaires sont également pris en compte à l'extérieur. De même, le contentieux électoral est géré par le Tribunal administratif de Ouaga. Par ailleurs, la CENI recevra les déclarations de candidature à l'élection présidentielle alors qu'avant la révision du code, c'était le Conseil constitutionnel qui recevait ces déclarations de candidature. C'est autant d'innovations dans le code électoral. Pour la loi quota genre, il s'agit de deux dispositions majeures. Premièrement, un quota de 30% de l'un ou l'autre sexe sur les listes électorales. «Il faut au moins 30% de femmes en tête de liste ou 30% d'hommes», a-t-il dit. Et la deuxième innovation c'est le positionnement alterné. «Si vous placez un homme en tête de liste, la seconde est une femme et le suppléant de monsieur est également une femme. Si c'est une femme, le second est un homme et son suppléant aussi un homme», a-t-il précisé. Du côté des sanctions, lorsque l'Etat accorde des financements pour la campagne électorale, on



Le ministre de l'Administration territoriale a présidé la session

retient 20% du financement qui est reparti entre les partis qui auront respecté la loi quota genre. Ceux qui n'auront pas respecté conservent leur 80% mais ne bénéficieront pas des 20%. Le cadre a aussi examiné et adopté le projet du calendrier électoral. «Cela veut dire que chaque institution a un calendrier mais nous avons un calendrier global qui va prendre en compte depuis la fixation de la date des élections jusqu'à la proclamation des résultats, un calendrier national où tous les acteurs s'y retrouvent», a déclaré le ministre Siméon Sawadogo. De plus, il mentionne que cette session a permis de voir trois grandes difficultés auxquelles ils sont confrontés. La première est financière. Des explica-

tions du ministre, le budget des élections de 2020 est très élevé (environ 109 milliards de FCFA). Mais, il assure que le ministère de l'Economie et des Finances et l'ensemble de ses services sont en train de s'activer. Quant aux partenaires techniques et financiers, ils sont en train de travailler sur la base d'un écrit du gouvernement à travers le PM adressé au secrétaire général des Nations unies qui a réagi. «Sur la base de ça, on a fait le point pour voir dans quelles mesures on peut avoir une mobilisation subséquente», a laissé entendre le ministre. La deuxième difficulté est liée à la situation sécuritaire. Sur ce point, il fait savoir qu'ils ont échangé avec l'ensemble des acteurs. Comme il s'agit de question sécuritaire, il affirme qu'il y a un travail qui se fait pour sécuriser l'ensemble du pays, du processus électoral et des populations. Et la troisième difficulté concerne la situation des déplacés évalués à environ 700 000. Des dires du ministre, ces derniers vont voter mais où et comment ? Afin donc de trouver des solutions à cette équation, il laisse entendre qu'ils ont convenu de voir avec le comité de suivi du dialogue politique c'est-à-dire le chef de file de l'Opposition et la majorité présidentielle dans quelles mesures ils peuvent harmoniser définitivement leurs points de vue. ●

Attaques terroristes

2 300 écoles fermées, plus de 325 000 élèves affectés

«Le Burkina Faso traverse l'un des moments les plus difficiles de son histoire. Tous les secteurs sont menacés et le secteur de l'éducation est le plus touché», a déploré le ministre Stanislas Ouarto, lors du point de presse du gouvernement, tenu hier jeudi 6 février 2020. Pour le ministre, à la date du 30 janvier, l'Etat a enregistré 2 369 établissements fermés affectant 325 245 élèves et 10 048 enseignants ainsi que 623 établissements endommagés. Il a également signalé que suite à l'attaque de Lamdamoal, on a enregistré à la date du 3 février, 36 écoles primaires fermées dans la commune de Bani, province du Séno.

OMAR SALIA

L'éducation en situation d'urgence et l'actualité nationale ont constitué le fond des discussions entre le ministre Stanislas Ouarto de l'Education, Rémi Fulgence Dandjinou de la Communication et la presse. 2 369 établissements scolaires sont actuellement fermés. Il y a 27 communes dans lesquelles tous les établissements sont fermés et dans 54 communes où plus de la moitié des établissements sont fermés. Cette situation d'insécurité a affecté plus de 10 000 enseignants, selon le ministre de l'Education nationale. Conséquence: 325 245 élèves sont aujourd'hui affectés par cette grave crise sécuritaire. Même si en janvier 2020 le Burkina a enregistré la réouverture de 824 établissements, Stanislas Ouarto a jugé la situation préoccupante. C'est la raison pour laquelle il a fait savoir que le gouvernement a initié un conseil de cabinet élargi à tous les acteurs, y compris les

Forces de défense et de sécurité, les commandements de chaque région, les acteurs de l'éducation, les autorités locales, afin de recueillir des pistes de solutions pour la mise en œuvre de la stratégie d'éducation en situation d'urgence. «En dépit de tous ces efforts, la crise sécuritaire persiste et continue d'affecter le système éducatif dans six (6) régions que sont la Boucle du Mouhoun, le Nord, le Sahel, l'Est, le Centre-Nord, le Centre-Est et elle s'étend à d'autres régions : le Centre-Sud et les Cascades où les établissements fermés ont tous rouvert sauf une école au Centre-Sud qui est toujours fermée. Cette situation à la fois préoccupante et volatile laisse ainsi présager une difficile scolarisation des enfants ou même l'impossibilité de poursuivre les activités pédagogiques dans certaines localités de ces régions», a-t-il relevé. C'est pourquoi, ajoute-t-il que les 23 et 24 janvier dernier, le ministère a organisé un conseil de cabinet extraordinaire élargi sur l'éducation en situation d'urgence qui a réuni les responsables des structures du ministère, les responsables politiques et administratifs, les partenaires

sociaux de l'éducation à savoir les ONG, les parents d'élèves, les syndicats, les Forces de défense et de sécurité (FDS) des régions touchées par l'insécurité, ainsi que certains départements ministériels clés dans la gestion de l'éducation en situation d'urgence. «Notre objectif à travers ce conseil de cabinet extraordinaire élargi était qu'ensemble, nous puissions mener la réflexion, faire une analyse objective et multidimensionnelle de la situation qui prévaut dans le secteur de l'éducation pour prendre des décisions éclairées, appropriées et consensuelles pour une meilleure gestion de l'éducation dans les régions à forts défis sécuritaires», a-t-il fait savoir. Il s'agit entre autres de la mise en place d'un fonds d'urgence au MENAPLN avec des procédures de gestion exceptionnelles pour une prise en charge des situations d'urgence, l'enlèvement diligent des vivres, du mobilier et des équipements dans les établissements fermés et dans les magasins de transit pour les acheminer dans les établissements d'accueil après leur immatriculation et avec l'appui des Forces de défense



Stanislas Ouarto : «Le Burkina Faso traverse l'un des moments les plus difficiles de son histoire»,

et de sécurité (FDS), la mise en place d'un dispositif de retrait des ressources transférées aux communes où tous les établissements sont fermés au profit des communes d'accueil en tenant compte de l'évolution de la situation et en concertation avec toutes les parties prenantes (MENAPLN, MINEFID, MATDCS). Pour ce faire poursuit-il, la communication doit être capitale pour la réussite de la collecte de fonds, «il est important de mettre en place une stratégie de communication pour une adhésion massive à la collecte de fonds». A l'entendre, cette communication s'appuiera sur les différents niveaux et les comités. Au niveau des structures, explique le ministre Ouarto, la communication sera assurée par les différents comités. Il s'agira surtout de sensibiliser les élèves, apprenants, stagiaires sur le bien-fondé de cette collecte pour susciter leur adhésion et cultiver en eux l'esprit de solidarité et de citoyenneté. ●



Niger

Bazoum, le dauphin de «Zaki» à l'épreuve

La défenestration de Hassoumi Massadou, ex-tout-puissant patron du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS), putatif candidat à la présidentielle du 27 décembre 2020, puis son relatif retour en grâce le 21 septembre avec un portefeuille taillé sur mesure, ministre d'Etat à la présidence a ramené pour ceux qui en doutaient un tant soit peu, la sérénité dans le parti présidentiel, désormais en ordre de bataille, derrière le dauphin officiel : Mohamed Bazoum.

Face à lui, 2 habitués des arènes électorales : Seyni Oumarou du Mouvement national pour la société de développement (MNSD) et Mahamane Ousmane du Rassemblement démocratique et républicain (RDR-Tchangi), un novice Ibrahim Yacouba, ci-devant ministre des Affaires étrangères de Issoufou sous la bannière du Mouvement patriotique nigérien-Kiishin kassa (MPN). Comment ne pas mentionner l'homme du 18-février 2010 (renversement de Mamadou Tanja) : le général à la retraite Salou Djibo qui s'est fait rayer de la liste de l'armée, et qui compte bien compétir avec son parti «Paix-justice et progrès» ? Et enfin, probablement un représentant du célèbre pensionnaire de la prison de Fillingué, Hama Amadou, c'est-à-dire du Modem-Lumana Fa. Avec même sans bastion électoral, Bazoum a une chance de l'emporter via sa longue expérience et sa fidélité au PNDS, et le soutien d'Issoufou. A moins d'un tsunami du fleuve Niger.

SAM CHRIS

Platon disait que pour une bonne gestion de la cité, les rois doivent être des philosophes et les philosophes des rois. Au Niger, un philosophe, Mohamed Bazoum est en route pour la conquête de la présidence, sous l'ombre du chef de l'Etat sortant : Mahamadou Issoufou.

20 ans après le «Wankage» d'IBM

Depuis plusieurs mois déjà, les états-majors fourbissent leurs armes. Ibrahim Yacouba s'est fait investir par son parti et a débuté sa précampagne. Fort de ses 4,34% à la dernière présidentielle en 2016 (1^{er} tour), l'ex-chef de la diplomatie, espère pour ce coup-ci être un faiseur de roi, au pire, améliorer son score et peser à l'heure de la distribution des postes.

Dans ce scrutin uninominal à 2 tours, un vieux briscard du landerneau politique demeure toujours pré-



Le président Issoufou tient à ce passage démocratique de témoin, 20 ans après le «Wankage» d'Ibrahim Baré Maïnassara et 10 ans après le renversement de Tandja

sent : Mahamane Ousmane élu président en 1993, il fut victime d'une volte-face d'alliance à l'hémicycle, et finalement renversé en 1996 par IBM.



Mohamed Bazoum à Tillabéri en août 2019

Si la compétence et l'intelligence d'un homme politique se mesure à l'aune de son expérience passée, à la conquête du pouvoir suprême et à la gestion de celui-ci, alors, le président nigérien Mahamadou Issoufou est de cette race-là.

20 ans dans l'opposition, 3 essais infructueux à la présidentielle, puis vint le succès. Et après 2 mandats (2011-2020), «Zaki» (le lion) s'en ira en 2021. Un départ qu'il entend préparer, exécuter, avant de s'en aller, un passage de témoin qu'il compte réussir dans un pays où quelquefois, les alternances ont connu des fortunes diverses, notamment par des intrusions bruyantes de l'armée, certes qui devaient arbitrer, soit pour débloquer une bagarre entre le l'exécutif et le législatif, comme en 1996 avec le coup d'Etat du général Ibrahim Baré Maïnassara, soit pour mettre un terme au «Tatcharézé», le pouvoir à durée indéterminée de

Mamadou Tanja. Dans l'un comme dans l'autre, la démocratie a été interrompue, le pouvoir kaki s'est invité dans l'arène politique et le pays en a pris un coup.

Un scénario qu'a évité l'actuel n°1 nigérien et qui veut coûte que coûte mettre résolument le Niger à l'abri du syndrome du «wankage», néologisme né de l'assassinat d'IBM le 9 avril 1999 à Niamey par son chef de la sécurité Daouda Malam Wanké.

De Seyni Kountché à Mahamadou Issoufou on retrouve quasiment les mêmes visages, avec à quelques exceptions près toujours le même faiseur de roi, mais aussi, celui **qui** est présenté à tort ou à raison comme le Richelieu de la politique nigérienne : l'ex-agent des douanes, Hama Amadou.

En 2016, au premier tour, il avait obtenu 17,79% pour finalement s'incliner avec 7,27% au second tour.

Hamas plus "compétira" encore derrière les barreaux

Ses déboires judiciaires nés de «subornation» de bébés, son exil parisien, puis son retour, pour retourner à la



Mahamane Ousmane vieux
briscard politique

case-prison est quasiment un *remake* pour cet homme dont le parcours est parsemé de grandeurs et de misères : premier ministre, président de l'Assemblée nationale, prison, reprison ...

Dans cette galaxie de revenants, on retrouve Seyni Oumarou du MPN-Kirshin Kassa, qui avait obtenu 12,11% en 2016. Vieux pachyderme du fleuve Niger, il compte de l'électoralat un peu partout dans le pays.

Mais incontestablement, les regards des analystes sont braqués sur Mohamed Bazoum celui que le président Issoufou a mis en orbite pour lui succéder. Fruit d'une fidélité et d'une patience vieilles de 3 décennies, sa désignation s'est faite certes au détriment de Hassoumi, qui avait mon-



Le «Richelieu» de la politique
nigérienne est derrière
les barreaux pour 8 mois

tré trop d'entrain à se faire adouber, ce qui a eu l'heure d'agacer son patron Issoufou. Un boulevard est-il pour autant ouvert pour ce crak en thèmes et tribun avéré ?

Oui et non ! Oui, car officiellement, il a l'appareil du PNDS-Tarayya et l'aval du sortant qui tient à tout prix à ce passage démocratique. Il connaît le parti, dont il est un membre fondateur, il connaît la carte électorale du Niger. Des atouts qui ne seront pas de trop le 27 décembre 2020, voire le 20 février 2021 en cas de second tour.

Non, car issu d'une tribu minoritaire, ses adversaires disent carrément qu'il est Libyen, Bazoum devra se méfier des chausse-trapes et autres traquenards, qu'on lui mettra aux pieds. «*Je suis bien Arabe*», laisse-t-il



Hassoumi Massaoudou
ex-patron du PNDS



Ibrahim Yacouba
du MPN-Kirshin- Kassa



Salou Djibo, l'ex président de la
junte a-t-il un deal avec
Issoufou ?

entendre à qui veut, mais «*J'ai été désigné au congrès du PNDS*», précise-t-il.

Salou Djibo, joker de Issoufou ?

Mais le danger viendra selon d'autres d'un pré-tendu «*deal*» entre Issoufou et Salou Djibo. Le président-sortant aurait-il juré sur le Coran avec l'ex-patron du Conseil supérieur pour la restauration de la démocratie (CSPRD) ? D'où vient son assurance de l'emporter lors de ses sorties ? Si deal, il y a, comment va-t-il s'opérer ? Les militants du PNDS-Tarayya, accepteront-ils de voter Salou Djibo, au détriment de Bazoum ? Issoufou lui-même, issu d'une ethnie thado-libyen a donc opté pour Bazoum, mais le «*lion de Tahoua*» sait aussi ce qu'un tel adoubelement surtout à 6 mois de l'échéance comporte comme risque. Et le dauphin le sait aussi, il aura ses adversaires du dehors, et surtout du dedans, très dangereux, ces derniers qui connaissent le parti et le pouvoir comme lui ! ●



Seyni Oumarou du MNSD

Guinée

Alpha Condé à pas de sioux

vers le 3e mandat

Plus de doute hyperbolique : Alpha Condé veut donner toutes les chances à son dur désir de durer à Sekoutoureya, et coup sur coup à la hussarde, il reporte les législatives au 1er mars et dans la foulée le 4 février couple ce vote au référendum constitutionnel.

De quoi apporter eau au moulin du FNDC, qui depuis octobre 2019, barre la route à cette velléité de 3e bail. Ni l'argument économique ni celui de la participation ne peuvent expliquer ce couplage, encore moins ce flou entretenu quant à ses intentions de se représenter ou non. Toujours est-il que ce double scrutin cache en fait selon Abdourama Sanoh, coordonnateur du FNDC, la couleuvre référendaire qui sera difficile à avaler. Encore une fois, la Guinée renoue avec le cycle élections-violences-victimes.

BIRAMA COULIBALY À CONAKRY

Guinée is back lançait «Alpha Condé le 21 décembre 2010, à sa prestation de serment sous l'œil de plusieurs chefs d'Etat et surtout sous le regard des 14 millions de ses compatriotes, qui reviennent de loin, après le règne de 3 de ses prédécesseurs, parvenus au pouvoir, autre que par les urnes.

A quelques 10 mois de la fin de son 2^e et dernier mandat, et à quelques semaines des législatives au 1^{er} mars 2020 arrimée au référendum constitutionnel, le pays est dans une paix fourrée. Réelle ou fantasmée, la volonté du président-sortant de vouloir toiletter la Constitution pour remettre les compteurs à zéro, et rester au palais de Sekoutoureya, a mis l'opposition débout, regroupée au sein du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC). Opérations «villes mortes», marches, meetings, avec à la clef 28 tués, ont ponctué ces 4 mois de manifs. Des victimes qui risquent

d'augmenter dans ce pays où élections riment avec violences.

Marquées par des trêves pour inhumer les morts, ou pour respecter, une demande des communautés religieuses, le FNDC ne veut qu'une seule chose : qu'Alpha Condé à l'instar de Issoufou du Niger dise : Je ne serai pas candidat pour un 3^e mandat. Or le suspense ou ce qui s'apparente comme tel a pour conséquence de mettre le pays en apesanteur, en danger dans une Guinée où la moindre peccadille met le pays en ébullition.

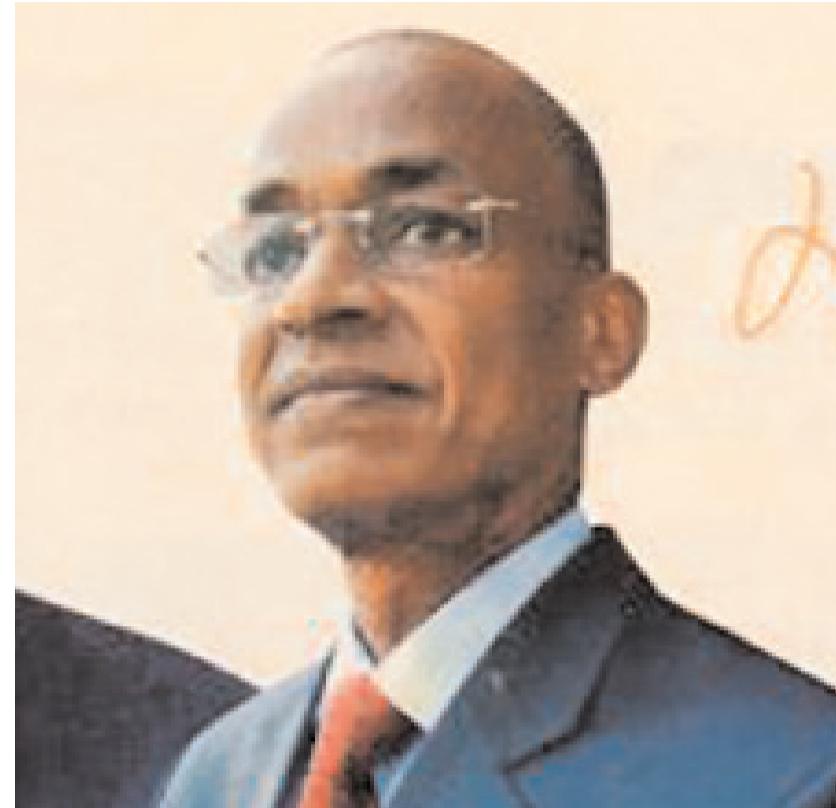
Voici un pays en apnée dangereux, un président qui a des velléités de 3^e bail, et une opposition prête à en découdre. Y a-t-il une invérifiable malédiction Sékou Touré, selon laquelle, le «Sily» aurait à l'époque dans les années 70 réunit à maintes reprises, des corégionnaires dans des mosquées pour «maudire», tous ceux qui lui succéderont au palais présidentiel.

Les opposants notamment le FNDC sont convaincus,



malgré les dénégations de l'intéressé : Alpha Condé veut un 3^e mandat. Quand est-ce qu'il l'annoncera ? Si ce n'est déjà fait avec ce couplage, décidé à la va-vite au détour d'un décret présidentiel dans la soirée du 4 février dernier. Jeux de cache-cache donc pouvoir-opposition à Conakry, sans qu'on ne sache qui est ici le chat et qui la souris. Lui seul le sait et se fait maître du temps. Or le temps, c'est ce que ne veulent pas lui laisser ses opposants.

La Guinée est donc accrochée à la tenue pacifique des législatives-référendum auxquels, l'opposition est absente en bloc. Un boycott mobilisateur et actif pour protester contre un balisement du terrain politique, en vue d'ouvrir le boulevard pour le mandat de trop de l'opposant historique devenu président. Mais aussi, si le FNDC boycotte ces législatives,



Cellou Dalein Diallo, principal opposant espéré rafler la mise en 2020

c'est pour protester selon lui contre une CENI aux ordres, vermoulue qui ne peut être impartiale. Finalement ira-t-elle aux députations de début mars ? Peu probable, vu que le référendum est venu s'y ajouter, ce serait se faire hara-kiri politique que d'y aller. Pour le

FNDC, le mandat d'Alpha sera forclos en octobre 2020, et pas question de vouloir rempiler.

Alors que les cadavres constitutionnels s'allongent et que le pouvoir continue à seriner la même rengaine absconse, que les forces de l'ordre n'ont pas de fusils chargés, alors que

les législatives ne sont que pour ce 1^{er} mars, les opposants sont dans la rue, mais n'en préparent pas moins la présidentielle.

Que Alpha Condé fasse le forcing pour en être ce qui soit dit en passant pourrait mettre la Guinée sens dessus-dessous, que le prof. Alpha aille ou non, on retrouvera à peu près les mêmes candidats, habituellement dans les *startings blocks* à chaque présidentielle :

A tout seigneur, tout honneur : Cellou Dalein Diallo. L'enfant du Fouta-Djalon a toujours voulu depuis plusieurs années être président. Il a été 11 ans ministre, puis brièvement premier ministre, et a croisé le fer avec Alpha Condé en 2010 à la présidentielle, d'où il était arrivé 1^{er} avec 43,6%. Tendance renversée par l'entre-deux-tours qui aura duré 6 mois, qui verra la victoire d'Alpha Condé



Lansana Kouyaté, président du parti de l'espoir pour le développement national (PEDN)



François Lonseny Fall, du Front Unis pour la démocratie et le changement (FUDEC)



Sydia Touré, patron de l'Union des Forces républicaines (UFR)

avec 52,5%. De mauvaise grâce, il avait accepté le verdict de la Cour suprême, dénonçant tout. 2015 : le 11 octobre, Alpha Condé rempile pour un second mandat en battant encore le même le président de l'UFDG, qui s'était fait un allié encombrant en la personne de Moussa Dadis Camara, illustre pensionnaire d'une des villas de Ouaga 2000, depuis le récide manqué de décembre 2009.

Sidya Touré : à 75 ans, lui aussi ex-premier ministre, le leader de l'Union des forces républicaines (UFR) tente encore sa chance à ce qui pourrait être son ultime combat pour le fauteuil présidentiel. Avec ses 15,5% en 2010, et un peu moins en 2015, il s'était rallié au président Alpha, puis l'a quitté il y a quelques mois pour rejoindre le FNDC.

Lansana Kouyaté, lui aussi ancien éphémère premier ministre, prépare depuis Paris son come-



Alpha Condé face à ses opposants

back. Avec son Front uni pour la démocratie et le changement (FUDEC) il compte peser dans la balance présidentielle de 2020.

Eviter le piège dans lequel est tombée l'opposition togolaise

A la vérité, le conglomérat du FNDC, qui bataille actuellement pour que le président-sortant fasse valoir ses droits à la retraite, boycotte les légis-

latives.

A ce sujet, le FNDC a moins effectivement d'avoir un plan B, risque de s'en mordre les doigts, si jamais, les législatives se tenaient et qu'elle était absente à l'Assemblée nationale. Sa consœur du Togo vit la situation avec regret. Mais en même temps aussi, la Guinée est-elle gouvernable, sans une opposition parlementaire ? On sait qu'Alpha Condé a usé de la diplomatie ivoi-

rienne, via Alassane Ouattara pour flétrir le FNDC d'aller aux législatives. En vain. Car il connaît les conséquences d'un hémicycle monocolore. Ce sera désormais difficile avec ce duo : députations-référendum.

En fait d'élections, la Guinée est suspendue à un référendum constitutionnel, aux législatives-référendum du 1^{er} mars, et au bras de fer Alpha-FNDC.



Abdouramane Sanoh,
coordonateur du FNDC

Le pouvoir, une drogue dure

Comment expliquer que l'opposant iconique guinéen, Alpha Condé cet enfant de la démocratie, en vienne à vouloir à 81 ans fouler au pied une des règles cardinales de ce mode de gouvernance: l'alternance ?

Enfant de la démocratie, mais pas un démocrate comme le laissent entendre certains ? En slalomant entre silence, paroles sibyllines, colères homériques et actions subreptices, le président-sortant a créé toutes les conditions de suspicions et celles d'instaurer la violence dans son pays.

Lui qui du temps où il était opposé proposait qu'on donne toutes les garanties aux présidents accrochés à leur fauteuil pour qu'ils partent tranquillement, en vient à postuler pour le pouvoir à durée indéterminée ! C'est à n'y rien comprendre. Ou bien si !: le pouvoir est une drogue dure, son addiction aussi.

OC



Dadis Camara, toujours populaire en Guinée forestière

Ghana

Akufo-Addo Vs Mahama : sur un air de revanche

Au pays de Kwamé Nkrumah, depuis que le flight captain John Jerry Rawlings a nettoyé dans les années 90 les écuries politiques, instauré la démocratie avant de se retirer pour lancer avec succès ses poulains, ou avec insuccès comme son épouse à la conquête du mandat suprême, le pays a désormais une tradition d'élections transparentes, et celui d'une démocratie ancrée. Pour la compétition 2020, le président-sortant Nana Akufo-Addo sous les couleurs du Nouveau parti patriotique (NPP) se représentera pour se succéder, et aura en face de lui un challenger bien connu : John Dramani Mahama du Congrès démocratique national (NDC), qui avait déjà été président entre 2008-2012.

EDOÉ MENSAH-DOMKPIN
ENVOYÉ SPÉCIAL À ACCRA

Comme aux Etats-Unis, au Ghana, deux partis politiques dominent le landerneau : le NPP et le NDC. Et électoralement, ce sont les champions de ces formations qui alternent à Osu Rock, le palais présidentiel, après la période trouble des coups d'Etat de 1966 à 1980.

John Kufuor, «le géant gentil» qui avait succédé par les urnes en 2000 à Rawlings a maintenu le cap d'un pays attaché à la démocratie et à l'essor économique.

La présidentielle de 2020 opposera deux adversaires politiques qui se connaissent bien puisqu'ils se sont déjà toisés dans les urnes, par 2 fois en 2012, et en 2016 : l'actuel président sous les couleurs du NPP et John Dramani Mahama, qui avait joué à l'intermédiaire après le décès de John Atta Mills, avant de battre, le même Akufo-Addo, qui



Nana Akufo Addo, pourrait bien rester au palais d'Osu Rock pour 4 ans

prendra sa revanche, voilà maintenant 4 ans. 2020 est donc encore une année de duel sans merci entre d'abord 2 partis politiques (NPP et NDC) mais surtout entre 2 hommes.

Qui des 2 personnalités est à même de remporter l'impérial ? Le président-sortant en pré-campagne depuis plusieurs mois, brandit les efforts économiques

accomplis durant son mandat. En effet, ayant mis l'accent sur l'industrialisation du pays, il a convaincu dès le départ, mais vers la fin de son mandat, les fruits n'ont pas semblé tenir la promesse des fleurs et si le Ghana se porte relativement bien économiquement, le cedi, la monnaie locale n'a pas trop plongé (entre 8 et 9% d'inflation) et si le

Ghana est toujours cité en modèle démocratique et de réformes économiques, la prime au sortant a été érodée par les questions de népotisme et de sécurité. Passe encore que la privatisation de la compagnie d'électricité du Ghana fut un désastre, mais les Ghanéens s'interrogent sur la kyrielle des membres de la famille de Akufo-Addo,

au cœur du pouvoir dont les moindres ne sont pas sa femme Nana Adjoa Hackman, placée au conseil d'administration de la Ghana national peroleum corporation, et son influent et ombrageux cousin qu'on retrouve partout, pourtant sans portefeuille : Gaby Asare Orchere-Darko.

Et encore, les secousses sécuritaires, dont les épicentres sont le Mali, le Burkina et le Niger, et dont l'onde de choc a touché les bords du Golfe de Guinée, ont impacté le mandat d'Akufo-Addo.

Crainte du NDC de l'émergence d'un avatar des *Koglwéogo*

Le NDC est dubitatif sur la capacité du pouvoir à assurer la sécurité lors des élections, et craint, une duplication des groupes d'auto-défense, version *Koglwéogo* du Burkina Faso. En clair que l'insécurité s'installe au Ghana avec l'entrée de terroristes.

Si on adjoint la mise en question de l'impartialité de la Commission électorale par le NDC, une administration électorale, suspectée d'être stipendiée par le pouvoir, le NPP a-t-il des chances de le conserver ? «*Oui, répond Amor, commerçant au Mall d'Accra, car le passage de John Atta*



John Dramani veut sa revanche en 2020

Mills et les divisions observées après dans le NDC, fragilisent l'opposition».

«Les politiciens sont pareils, nous préférions continuer avec Akufo, car nous le connaissons un peu», renchérit Mustapha, employé dans l'administration.

John Dramani Mahama le porte-étendard du NDC, peut-il battre le président-sortant malgré tout ?

Hypothétique, même si le match sera corsé, car même s'il est le candidat naturel de l'opposition, celle-ci est traversée par de courants centrifuges avec des pro-Atta Mills, et des pro-Rawlings, ce

dernier n'ayant pas sa langue dans sa poche quant à la conduite du parti. Or Rawlings, qu'on peut reprocher d'avoir voulu mettre sa femme en orbite et malgré cet échec, l'ex-capitaine marxisant jouit toujours d'une certaine sympathie. Du reste, le même Rawlings, fin septembre a pronostiqué la défaite du NDC son parti en 2020, pour manque de dirigeant crédible, l'objectif étant 2024. Le NDC, prisonnier du charisme de Rawlings ? Sans doute ! Mais aussi de ses querelles picrocholines ! John Dramani Mahama

a-t-il senti cette défaite annoncée, en hésitant beaucoup avant d'accepter l'invite des militants du NDC à se présenter ? Sans doute, puisqu'il semble qu'il voulait attendre encore quelques années, avant d'y aller, en 2024 notamment, il aurait 64 ans. Les grands esprits se rejoignent, il a eu la même impression que ... Rawlings.

Compétition pliée au Ghana ? Aucune élection n'est gagnée d'avance, et même dans ce traditionnel match NPP # NDC, rien n'est joué définitivement ●



Bio express de Akufo-Addo et John Dramani

Nana Akufo-Addo : sur les traces d'Osagyofo

L'actuel locataire du palais de Flagstaff House d'Accra, Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, a vu le jour le 29 mars 1944. Issu d'une importante famille de la royauté et de la politique ghanéenne, il est le fils d'Edward Akuffo-Addo, ancien président de la République de 1970 à 1972 et d'Adeline Akuffo-Addo. Après ses études primaires à l'école Kinbu d'Adabraka (ex-école de garçons du gouvernement) et à Rowe Road d'Accra Central, il s'envole pour l'Angleterre où il est reçu au Lancing College à Sussex. Il y obtient son O-level et son A-level. Sitôt après, il commence un cours de philosophie politique et d'économie au New College à Oxford en 1962, mais pour des raisons strictement personnelles, il rentre au bercail en 1962 pour enseigner à l'Accra Academy, avant d'étudier l'économie à l'Université du Ghana à Legon en 1964. Le Baccalauréat en sciences de l'économie en poche en 1967, il rejoint le Inner Temple pour devenir avocat en vertu du programme de mentorat aux Inns of court. Admis au barreau de l'Angleterre (Middle Temple) en juillet 1971, puis au barreau du Ghana en juillet 1975, il coopère étroitement avec la succursale parisienne du cabinet d'avocats américain Coudert Brothers et en 1979, il cofonde le cabinet d'avocats Premeh and Co.

Une carrière politique bien remplie ...

C'est vers la fin des années 1970 que Nana Akufo-Addo est piqué par le virus de la politique. Cette année-là, il rejoint le Mouvement populaire pour la Liberté et la Justice (**People's Movement for Freedom and Justice**), une organisation créée de toutes pièces pour s'opposer au «gouvernement d'union» estampillé général Acheampong du Conseil militaire supérieur (**Supreme Military Council**). En mai 1995, il intègre un groupe d'élites appelé Alliance pour le Changement (Alliance for Change), qui lutte contre les politiques néolibérales et les violations des droits humains perpétrées par le régime de Jerry John Rawlings.

Après l'effondrement d'AFC, il fonde en 1990 le Comité ghanéen pour les droits populaires et humains (Ghana's Committee on Human and People's Rights). Huit ans plus tard, précisément en octobre 1998, nana Akufo-Addo se porte candidat à la présidence sous la bannière du NPP, mais il est battu par son challenger **John Kufuor**.

Tour à tour chef de campagne de Kufuor, premier procureur général et ministre de la Justice nana Akufo-Addo planche plus tard pour le compte du ministère des Affaires étrangères et du NEPAD (**Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique**). Le 9 décembre 2016, il est enfin élu président avec 53,83 % des voix contre John Dramani Mahama puis est investi le 7 janvier 2017 **Black Star Square** d'Accra.

Fortement critiqué de son discours d'investiture pour avoir plagié des discours de **John F. Kennedy**, **Bill Clinton**, **George W. Bush** et **Muhammadu Buhari**, Nana Akufo-Addo fait publiquement son mea culpa via son bureau de presse. En septembre 2017, il lance le SHS, un programme portant gratuité de l'**enseignement secondaire** pour tous les Ghanéens, à la grande satisfaction de



la population, ce, malgré le mécontentement généralisé des fondateurs d'écoles privées viscéralement opposés au programme.

Des avocats recalés au concours d'entrée au bureau aux contrôles routiers inopinés...

Dans un tout autre registre, celui de la justice et des contrôles inopinés, le président Nana Akofu-Addo aura marqué beaucoup de points. En effet, beaucoup de témoignages concordants attestent que certains juges ghanéens ne se gênaient pas pour demander à un justiciable en difficulté : «Combien êtes-vous prêt à casquer pour que je vous déclare innocent, ne serait-ce qu'au bénéfice du doute, pour délit non constitué ou pour insuffisance de preuves ?» de nos jours par contre, les 30.000 000 de Ghanéens sont de mieux en mieux protégés et de mieux en mieux sécurisés. Parce que contrairement à certains de ses pairs africains toujours vautrés dans leurs palais, lui, Addo, fait de fréquentes sorties inopinées dans beaucoup de services ainsi que sur les voies à grande circulation. C'est ainsi qu'on le voit par exemple dans un You tube entraîné de sermonner copieusement des flics ripoux préposés au contrôle routier : «Vous, policiers du Ghana, arrêtez de racketter les usagers de la route ! Faites correctement votre travail sans racketter qui que ce soit !»

Sans le savoir, les pauvres flics venaient d'interroger le numéro 1 ghanéen à bord d'un véhicule banalisé, aux vitres teintées et avaient tenté de le racketter ! L'année dernière, compte-tenu du très bas niveau des étudiants recalés au concours d'entrée au barreau, le chef de l'Etat avait ordonné l'annulation pure et simple du test de recrutement d'avocats ! Tous ces actes, corroborés par le refus catégorique d'Accra de dépendre dorénavant des institutions de Breton Woods (FMI, BM et SFI en tête) font dire à certains Ghanéens que Nana Akofu-Addo est sur les traces de deux de ses prédécesseurs : l'osagefo, Dr Kwame Nkrumah et l'ancien leader de la révolution du 31 décembre 1981, le capitaine d'aviation Jerry John Rawlings. Sait-on jamais donc, lorsqu'au terme de son mandat il présentera au peuple ghanéen un poulain, un dauphin constitutionnel, ce dernier aura la chance de remporter à la régulière le scrutin. Il est de notoriété publique que les présidents ayant accompli des mandats aux bilans irréprochables ont toutes les chances de voir leurs réalisations et leur passage à la tête de l'exécutif immortalisés à tout jamais.

John Dramani Mahama : du palais à l'opposition

Né le 29 novembre 1958 à Damongo, John Dramani Mahama est un homme d'Etat ghanéen, membre du Congrès démocratique national (NDC).



Le 24 juillet 2012 au 7 janvier 2017, il a présidé aux destinées de l'ancienne Gold Coast. Auparavant, il avait été ministre de la Communication du président Jerry Rawlings de 1998 à 2001, puis vice-président de la République le 28 décembre 2008 aux côtés de John Atta Mills avant de devenir le locataire du palais de Flagstaff House d'Accra le 24 juillet 2012, après la mort-surprise de ce dernier à l'âge de 68 ans des suites d'une très courte maladie.

John Dramani Mahama prête alors serment devant la présidente de la Cour suprême, Georgina Wood. Il est réélu président de la République le 7 décembre 2012 et investi contre toute attente dans ses fonctions le 7 janvier 2013, malgré une forte opposition de ses adversaires. Mieux, le 29 août 2013, la cour suprême ghanéenne le conforte dans ses fonctions présidentielles, annulant ainsi de facto le recours formulé par le chef de file l'opposition Nana Akofu-Addo. Battu à la régulière lors de l'élection de décembre 2016, il se retire avec fair-play et assiste à la cérémonie d'investiture de son successeur, Nana Akofu-Addo, actuel locataire du palais.

Les compatriotes de John Dramani Mahama se souviennent de lui comme d'un chef d'Etat un tantinet populiste qui enfourchait souvent une simple mobylette dans les rues d'Accra, le casque bien calé sur la tête, pour aller à la pêche des infos auprès du citoyen lambda. Sans gardes du corps et en respectant scrupuleusement les feux tricolores. Lors de la 71^e session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) organisée à New York, il avait martelé haut et fort, devant les 193 membres réunis, que le continent africain pouvait se passer de l'aide internationale ! Et avec juste raison, car les disparités entre pays riches et pays pauvres très endettés (PPTE) sont très visibles au sein même de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Pourtant, cet organisme international a été créé pour réguler le secteur de manière efficace et équitable.

Ce n'est pas tout ; peu s'en faut ! Devant l'auguste AG de l'ONU, John Dramani Mahama, s'était inscrit solennellement en faux contre le «diktat de la démocratie occidentale» dans des pays africains aux contextes socioculturels différents. Pour étayer son assertion, il citera quelques cas d'échecs patents dans certaines régions d'Afrique du Nord et au Moyen-Orient. A l'instar du président Jerry John Rawlings, John Dramani Mahama continue d'être consulté par le chef de l'Etat en exercice, Nana Akofu-Addo. Sur l'échiquier politique national, il est et demeure une voix qui compte et dont le choix porté sur un candidat à un scrutin présidentiel peut valoir son pesant d'or. Ce qui n'est pas rien, compte-tenu des grands enjeux électoraux pour des personnalités politiques ne pouvant plus briguer la magistrature suprême après avoir assumé deux mandats !

AB



Jerry John Rawlings : si loin si près de la politique

Au cours du siècle dernier, s'il y a un homme qui a marqué d'une empreinte indélébile son passage à la tête de l'Etat ghanéen, c'est sans conteste Jerry Rawlings. Jeremiah John Rawlings à l'état civil, il est né le 22 juin 1947 à Accra, la Côte-de-l'Or (une colonie britannique), d'un père écossais du nom de James Ramsey John (un chimiste originaire de Castle Douglas) et d'une mère ghanéenne, Victoria Agbotui.

Inscrit en 1968 à l'académie militaire ghanéenne de Teshie, il devient lieutenant d'aviation de l'armée de l'air ghanéenne. Le 15 mai 1979, il échoue à renverser le pouvoir en place et est mis aux arrêts de rigueur. Libéré trois semaines plus tard par d'autres officiers, il organise un nouveau coup d'Etat qui réussit cette fois. Ce 4 juin 1979, il renverse effectivement le régime de Fred Akuffo. Néanmoins, après avoir fait le ménage, il cède le pouvoir, dès le 24 septembre de la même année, à un gouvernement civil placé sous la présidence de Hilla Limann. Mais ce pouvoir civil est aussi corrompu que les précédents dont la gestion gabegieuse avait plongé le Ghana dans la merde : grave pénurie alimentaire, quasi-cessation de paiement, chute vertigineuse de la devise locale, le cedi, corruption éhontée, fraudes massives, injustice criarde, impunité des crimes économiques, etc.

Jerry John Rawlings entre de nouveau dans la danse en reprenant tranquillement le contrôle du pays le 31 décembre 1981. Fin de règne du régime du Dr Hilla Limann. JJ Rawlings devient alors le président du Conseil provisoire de la défense nationale. En 1992, il démissionne carrément de l'armée, instaure

le multipartisme intégral, par le Nouveau parti patriote (NPP) et un électoral aspirant à un profond changement de personnel politique.

Il est démocratiquement élu président de la république le 7 décembre 1992 et prend ses fonctions le 7 janvier 1993. Mieux, la IV^e République du

Ghana est proclamée dans les

Mais dans l'ensemble, l'alternance au pouvoir est très pacifique. Fair-play, Jerry John Rawlings se retrouve dans l'opposition et bat campagne en faveur du candidat de son parti, le Congrès démocratique national, John Atta-Mills. Ce dernier est élu le 28 décembre 2008. Depuis lors et grâce à cet exceptionnel fair-play des différents candidats aux élections générales, le

Ghana a retrouvé sa stabilité

j'avais essayé, il m'aurait défié. Je n'avais pas d'autre choix que de faire la bonne décision».

Pour l'ancien père de la révolution ghanéenne qui dit se baser sur ses expériences et observations personnelles, «pour diriger et mener à bien un peuple au développement, un mandat de cinq ans, renouvelable une seule fois, peut permettre aux présidents de bonne foi, servant sous une démocratie constitutionnelle, d'atteindre cet objectif.» Aussi Rawlings est-il convaincu que «Tout comme nous appartenons à des circonstances géopolitiques différentes sur le continent, je suggère que nous ne devrions pas aller au-delà de deux mandats de cinq ans.»

Message sans doute reçu 5/5 si l'on s'en tient à la très forte côte de popularité de cet ancien mousquetaire de la révolution ghanéenne, régulièrement consulté par tous ses successeurs dans le fauteuil présidentiel ainsi que par des organisations de la société civile. Chaque fois que ce sexagénaire reconvertis dans les affaires s'exprime sur un sujet d'ordre politique, social, économique ou culturel, il est aussi bien écouté par les anciennes que les nouvelles générations de Ghanéens qui savent tous que grâce à ce capitaine d'aviation, leur pays avait échappé de justesse à une disparition de la carte du monde. En effet, la révolution du 4 juin 1979 aura permis au Ghana de redorer son blason et d'occuper au sein du concert des nations une place privilégiée. Si fait que beaucoup d'exilés avaient opéré un come-back définitif dans l'ancienne Gold-Coast. Le cœur en joie. Et sans plus jamais envisager de quitter ce beau pays ouest-africain aux multiples potentialités.

AB



règles de l'art puis le 7 décembre 1996, il est réélu à la présidence de la république à une confortable majorité. Il entame ce second et dernier mandat le 7 janvier 1997. Puis au terme des deux mandats autorisés par la Constitution ghanéenne, il se retire en douceur, entérine la candidature de son vice-président, John Atta Mills, à la présidence en 2000, au nom de son parti. Malheureusement, ce dernier est battu à plate couture le 7 décembre 2000 par le candidat de l'opposition, John Kufuor, soutenu à bout de bras

politique, toute chose qui, de l'avis de beaucoup d'analyses, a impacté le développement économique du pays. Taquiné sur les raisons ayant présidé à son retrait policé de la vie publique à un moment où plusieurs dirigeants africains avaient refusé de le faire, tripotouillant la Constitution, l'ancien président Rawlings a déclaré un jour ceci : «Les gens pensent que j'avais tellement de pouvoir et que j'aurais pu rester. Je n'aurais pas pu rester, même si je l'avais voulu parce que j'avais donné du pouvoir à notre peuple au point où si



Pr Georges Ouédraogo

«L'asthme a un traitement efficace»

L'asthme constitue de nos jours un problème majeur de santé publique dans le monde et est responsable de plus de 2 000 décès par an dans certains pays. Au Burkina Faso, il touche 5% de la population générale et des études ont révélé une prévalence de 7% en milieu scolaire. Selon le Pr Georges Ouédraogo, pneumologue tabacologue au Centre hospitalier universitaire Yalgado Ouédraogo (CHU-YO) à qui nous avons tendu notre micro, l'asthme n'est pas héréditaire mais on transmet à sa descendance un terrain favorable à la survenue de la maladie.

BOUREIMA SAWADOGO

Il vous est sûrement arrivé un jour de voir quelqu'un manifesté sa crise ou de porter assistance à ce dernier. Défini par la survenue d'épisodes paroxystiques de difficultés respiratoires (dyspnée) sifflantes, variables, récidivantes, souvent nocturnes et réversibles spontanément ou sous traitement broncho-dilatateur, l'asthme, puisque c'est de lui que nous parlons, est le plus souvent allergique en lien avec des facteurs déclenchants.

Pour le Pr Georges Ouédraogo, pneumologue tabacologue au Centre hospitalier universitaire Yalgado Ouédraogo (CHU-YO), une crise d'asthme est provoquée par des facteurs déclenchants non spécifiques et spécifiques.

D'abord, pour les facteurs déclenchants non spécifiques, nous pouvons citer les infections des voies respiratoires (surtout virales), l'effort physique, le stress et l'émotion, les facteurs climatiques (humidité, froid, chaleur), les influences hormonales (puberté la grossesse, la ménopause).

Ensuite, les facteurs spécifiques : à ce niveau, nous avons les allergènes respiratoires surtout (la poussière de la maison, les animaux domestiques, les pollens, les blattes, les moisissures) ; Les médicaments comme l'aspirine ; Les aliments : arachide, lait, oeuf, poisson, les additifs alimentaires ; Les allergènes professionnels : farine, sciure de bois.

Comme bien d'autres maladies, la notion d'individu à risque n'est pas à écarter dans l'asthme. En effet, même s'il n'est pas une maladie héréditaire, néanmoins on transmet à sa descendance un terrain favorisant l'asthme. On parle alors d'atopie familiale. Les personnes chez qui on retrouve une notion d'atopie familiale sont considérées comme des individus à risque et ces derniers ont un terrain propice à la survenue de la maladie qui se manifeste différemment d'un individu à

un autre. En sus, chez le même individu, il peut se présenter sur plusieurs facettes. Mais le plus souvent, chaque individu connaît les signes annonciateurs de la survenue de sa crise qui se manifeste soit par des éternuements en salves, un écoulement séreux au niveau des narines, un prurit de la gorge, des yeux ou des oreilles, etc.

Il n'y a pas d'âge pour contracter ce

décès chaque année. Et, Pr Ouédraogo de soutenir que «*c'est une maladie dangereuse car on peut mourir suite à une crise d'asthme*». D'ailleurs, la mortalité liée à cette maladie est en nette augmentation et atteint plus de 2 000 décès par an dans certains pays. Cependant, il convient de souligner que beaucoup de décès sont évitables à condition d'éviter les facteurs aggravants dont

chants.

En outre, la pratique du sport est conseillée. Surtout chez les sujets jeunes où le sport est nécessaire pour une bonne maturation de l'appareil respiratoire.

Quant à ceux qui rencontrent des difficultés respiratoires lors des exercices physiques (on parle d'asthme post exercice), ils peuvent bénéficier d'une prise en charge adaptée dans ce sens.

Etre asthmatique n'est pas une fatalité !

A l'instar des autres pays du monde, l'asthme constitue une véritable urgence en matière de santé publique au Burkina Faso. Des dires du pneumologue tabacologue, sa prévalence est de 5% dans la population générale. Aussi, des études ont montré une prévalence en milieu scolaire de 7%. Relativement à la prise en charge des patients, elle ne se fait pas sans grandes difficultés. Il s'agit du non-respect des rendez-vous de suivi par les patients, le coût élevé des médicaments, parfois la non disponibilité de ces médicaments, la non maîtrise de la technique d'inhalation tant par les patients que certains agents de santé.

Mais qu'à cela ne tienne, souffrir de l'asthme n'est pas une fatalité en soi. En effet, même si on ne peut pas guérir de l'asthme on peut bien le contrôler et maîtriser la survenue des crises. «*C'est une maladie qu'on porte pour toute la vie mais un bon suivi médical et un respect de la prise des médicaments permettent de bien vivre avec elle*», concède Pr Georges Ouédraogo, qui fait savoir qu'il y a des progrès dans les moyens thérapeutiques. «*Même si nous ne disposons pas de tout au Burkina le traitement existe et est efficace. Il est adapté à chaque patient selon aussi la sévérité de son asthme*», précise-t-il. C'est donc le médecin qui précisera le type de traitement à appliquer en fonction de chaque patient ●



«Les personnes chez qui on retrouve une notion d'atopie familiale sont considérées comme des individus à risque»

pathogène si bien que les enfants sont également touchés. A ce niveau, le diagnostic est établi cliniquement devant des épisodes intermittents de difficultés respiratoires de wheezing et/ou de toux, survenant plus volontiers la nuit ou le matin au réveil, *a fortiori*, s'il existe un terrain d'atopie personnel et/ou familial. La notion d'exacerbations récurrentes est capital, volontiers déclenchées par des allergènes, des infections virales, l'inhalation de pollen.

«On peut mourir suite à une crise d'asthme»

De nos jours, l'asthme est devenu une urgence en matière de santé publique. C'est l'une des maladies chroniques les plus répandues au monde qui cause des milliers de

les principales sont :

La carence de suivi au long cours : c'est une maladie de toute la vie qui impose un suivi régulier ; la mauvaise évaluation de la sévérité tant par le malade lui-même que par l'agent de santé qui le reçoit ; le traitement insuffisant : seulement 50% des malades suivent correctement le traitement et parmi eux 20% ont une mauvaise technique de prise de leurs médicaments en aérosol ou en poudre à inhaller.

Ceci étant, il y a donc un certain nombre de précautions à prendre quand on est asthmatique. Il s'agit entre autres de respecter les rendez-vous de suivi avec le médecin ainsi que les médicaments à prendre et bien prendre ces médicaments. Eviter l'automédication, bien se protéger contre les facteurs déclen-